



AVIS AUX MEMBRES

No. 2011 – 027

Le 28 février 2011

AUTOCERTIFICATION

PROJET OMNIBUS

MODIFICATION DES ARTICLES A-102, A-401, A-402, A-709 ET C-303 DES RÈGLES ET DU MANUEL DES OPÉRATIONS DE LA CDCC

Le conseil d'administration de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CDCC) a approuvé la modification des articles A-102, A-401, A-402, A-709 et C-303 des règles et du manuel des opérations de la CDCC et CDCC désire aviser les membres compensateurs que ces modifications ont été autocertifiées conformément au processus d'autocertification prévu à la Loi sur les instruments dérivés (L.R.Q., chapitre I-14.01).

Le but des modifications est i) de supprimer les lettres de crédit et les acceptations bancaires en tant que formes acceptables de dépôt de garantie; ii) d'interdire le nantissement de titres de membres du même groupe aux fins de dépôts de garantie; et iii) de limiter le nantissement de titres de participation à un maximum de 15 % de la marge totale.

Par ailleurs, la CDCC modifie ses règles pour clarifier la définition d'« heure limite de compensation » aux termes de l'article A-102 ainsi que les droits de la CDCC relativement à la compensation par liquidation aux termes de l'article A-401.

Veuillez trouver ci-joint la modification qui entrera en vigueur et sera incorporée à la version des règles disponibles sur le site Web de CDCC (www.cdcc.ca) le matin du 1^{er} mars 2011.

Pour toutes questions ou informations, les membres compensateurs peuvent communiquer avec le service aux membres de la CDCC.

Glenn Goucher
Président et chef de la compensation

Corporation canadienne de compensation de produits dérivés

The Exchange Tower	800, square Victoria
130, rue King ouest, 5 ^{ème} étage	3 ^{ème} étage
Toronto, Ontario	Montréal (Québec)
M5X 1J2	H4Z 1A9
Tél. : 416-367-2463	Tél. : 514-871-3545
Télec. : 416-367-2473	Télec. : 514-871-3530

www.cdcc.ca

CHAPITRE A — RÈGLES DIVERSES

RÈGLE A-1 DÉFINITIONS

Article A-101 Champ d'application

Pour l'application des présentes règles, sauf si le contexte s'y oppose ou à moins que d'autres définitions ne soient précisées, les termes utilisés ont l'acception qui leur est attribuée à l'article A-102.

Article A-102 Définitions

« achat initial » — opération boursière ayant pour effet de créer ou d'accroître une position acheteur sur la série de contrats à terme ou d'options faisant l'objet de l'opération;

« achat liquidatif » — opération boursière ayant pour effet de réduire ou de liquider une position vendeur sur la série de contrats à terme ou d'options faisant l'objet de l'opération;

« agent de livraison » — l'entité par l'entremise de laquelle la société effectuera le transfert du bien sous-jacent entre l'acheteur et le vendeur;

« agent de livraison garant » — agent de livraison qui a la responsabilité de garantir l'acquisition ou la livraison du bien sous-jacent en cas de défaut de livraison;

« avis de levée » — avis remis à la Société en la forme prescrite par elle et l'avisant de l'intention du membre compensateur remettant cet avis de lever une option;

« avis de livraison » — avis remis à la Société en la forme prescrite par elle et l'avisant de l'intention du membre compensateur remettant cet avis de livrer le bien sous-jacent à un contrat à terme;

« banque membre compensateur » — membre compensateur qui est une banque assujettie à la *Loi sur les banques* (Canada), telle que modifiée de temps à autre;

« bien sous-jacent » — bien ou actif faisant l'objet d'un instrument dérivé ou d'un IMHC et qui détermine la valeur de celui-ci. Il peut s'agir d'une marchandise ou d'un instrument financier tels une action, une obligation, une devise, un indice boursier ou économique ou de tout autre bien ou actif;

« bien sous-jacent acceptable » — bien sous-jacent déterminé comme acceptable pour compensation par la Société;

« bien sous-jacent équivalent » — titres précisés à l'article A-708 de la présente règle;

« bourse » — bourse qui compense ses opérations par l'intermédiaire de la Société;

« CDS » — Services de dépôt et de compensation CDS inc., agissant en qualité de dépositaire officiel de titres au Canada ou en toute autre qualité, ou tout successeur de celui-ci;

« centre d'échange » — endroit local où a lieu l'échange des biens sous-jacents;

« centre transactionnel reconnu » — marché bilatéral ou multilatéral, autre qu'une bourse, où acheteurs et vendeurs concluent des opérations sur des types d'instruments acceptables, y compris des négociations bilatérales entre deux membres compensateurs soumettant des opérations sur titres à revenu fixe et qui remplit l'une ou l'autre des exigences suivantes : i) dans le cas d'un centre transactionnel qui est un système de négociation parallèle (« SNP »), il est admissible en tant que tel et se conforme aux obligations applicables du règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché (« 21-101 ») et du règlement 23-101 sur les règles de négociation (« 23-101 »), comme la Société le détermine, et ii) dans le cas d'un intermédiaire entre courtiers sur obligations (« ICO »), il est admissible en tant que tel et se conforme aux règles de l'OCRCVM applicables, y compris la règle 2800 de l'OCRCVM et aux obligations applicables de 21-101 et de 23-101, comme la Société le détermine, et iii) dans le cas de négociations bilatérales entre membres compensateurs soumettant des opérations sur titres à revenu fixe visant un membre compensateur membre d'un OAR, le membre compensateur membre d'un OAR se conforme aux obligations applicables de 21-101 et de 23-101, comme la Société le détermine;

« classe de contrats à terme » — tous les contrats à terme qui portent sur le même bien sous-jacent;

« classe d'options » — toutes les options de même style, s'inscrivant dans la même gamme de maturité et portant sur le même bien sous-jacent;

« client » — client d'un membre compensateur qui n'est pas teneur de marché ni ne négocie pour le compte d'un courtier en valeurs mobilières;

« coefficient de suffisance du capital (CSC) » — documents indiqués par le Bureau du surintendant des institutions financières dans ses principes directeurs, ayant trait aux exigences en matière de capital applicables aux banques;

« communication électronique » — s'entend, à l'égard de la Société, d'un ou de plusieurs des éléments suivants : la communication d'un avis, d'un rapport ou d'un autre renseignement sur le site Web de la Société, la transmission d'un avis, d'un rapport ou d'une autre information à un membre compensateur par voie de courrier électronique et le fait de rendre disponible sur l'ordinateur de la Société, sous une forme accessible à un membre compensateur, un avis, un rapport ou un autre renseignement;

« compte-client » — le ou les comptes devant être établis pour les opérations des clients du membre compensateur conformément aux articles B-102, B-103, C-102, C-103, D-102 et D-103;

« compte-client compensé » - type de compte-client qui requiert qu'une documentation spécifique soit signée entre le membre compensateur et la Société, dans lequel les positions d'un seul client sont détenues sur une base nette;

« compte de règlement des comptes-clients » — compte établi conformément aux dispositions de l'article A-403;

« compte de règlement liquidatif » — compte établi suite au défaut d'un membre compensateur, en vue de reconnaître la valeur de l'ensemble des gains, pertes et frais dus au membre compensateur en défaut ou par lui lors de la liquidation des positions et des dépôts de garantie, conformément à l'article A-402;

« compte de teneur de marché » — le ou les comptes devant être établis pour les opérations boursières d'un teneur de marché du membre compensateur, conformément aux dispositions des articles B-102, B-103, C-102 et C-103;

« compte-firme » — le ou les comptes devant être établis pour les opérations de firme des membres compensateurs conformément aux articles B-102, B-103, C-102, C-103, D-102 et D-103;

« comptes de règlement » — a le sens qui est attribué à cette expression par l'article A-217;

« compte polyvalent » — compte de teneur de marché et/ou compte-client compensé;

« conditions du contrat » — les conditions prescrites par la bourse pertinente à l'égard d'une option ou d'un contrat à terme en particulier;

« confirmation d'opération » — document officiel émis à un membre compensateur qui détaille les attributs de l'opération IMHC et signale l'acceptation de l'opération pour compensation par la Société;

« Conseil » — Conseil d'administration de la Société;

« contrat à terme » :

- a) soit, dans le cas d'un contrat à terme donnant lieu à la livraison du bien sous-jacent, engagement à livrer ou à prendre livraison d'une quantité, d'une qualité ou d'une catégorie du bien sous-jacent au cours d'un mois futur désigné, à un prix convenu au moment de la négociation du contrat en bourse;
- b) soit, dans le cas d'un contrat à terme donnant lieu à un règlement en espèces, engagement à verser à la Société ou à recevoir de celle-ci la différence entre le prix de règlement final et le prix de l'opération conformément aux modalités standard énoncées par la bourse où le contrat est conclu, lequel est compensé par la Société;

« courbe des cours à terme » — l'ensemble des prix à terme d'une marchandise obtenu en consolidant tous les prix de référence par maturité, tel que décrit à l'article D-201;

« cours du marché » — cours global de négociation de l'unité du bien sous-jacent qui est déterminé par la ou les bourses concernées;

« critères d'acceptation » — critères établis par la Société pour l'acceptation ou le rejet d'un IMHC conformément aux dispositions de l'article D-104;

« CUSIP/ISIN » — acronymes représentant respectivement Committee on Uniform Security Identification Procedures et International Securities Identification Number, utilisés aux présentes pour désigner un identificateur de valeur attribué par CDS à un titre acceptable;

« date d'échéance » — sauf indication contraire, le samedi suivant le troisième vendredi du mois et de l'année au cours desquels l'option vient à échéance;

« date de maturité » — date à laquelle sont exécutées les obligations finales d'une opération;

« date de règlement de la levée » — la date prescrite par la bourse pertinente dans les conditions du contrat d'une option en particulier;

« défaut de livraison » – un défaut de livraison au sens prévu (i) au paragraphe A-804 1) lorsqu'il s'agit de la livraison d'un titre acceptable, (ii) à l'article B-407 lorsqu'il s'agit de la livraison de tout bien sous-jacent d'une option, (iii) à l'article C-512 lorsqu'il s'agit de la livraison du bien sous-jacent d'un contrat à terme autre qu'un titre acceptable, ou (iv) à l'article D-304 lorsqu'il s'agit du bien sous-jacent d'un IMHC qui n'est pas une opération sur titres à revenu fixe;

« demande d'adhésion » — la demande d'adhésion, laquelle une fois remplie par un membre compensateur postulant et acceptée par la Société fait partie de la convention d'adhésion, ainsi que les règles qui sont intégrées par renvoi dans la convention d'adhésion et en font partie, tel que cette demande d'adhésion peut de temps à autre être modifiée, changée, complétée ou remplacée, en totalité ou en partie;

« dépositaire agréé » — établissement financier agréé conformément à l'article A-613;

« dépositaire officiel de titres » — tout dépositaire officiel de titres que la Société juge acceptable, y compris CDS;

« dépôt » — paiement, dépôt ou transfert d'espèces, de titres, de certificats, de biens, de biens sous-jacents, de biens sous-jacents équivalents ou d'autres biens ou droits;

« dépôt additionnel » — montant additionnel requis du membre compensateur en sus du dépôt du fonds de compensation conformément à l'article A-606;

« dépôt de base » — dépôt minimum requis au fonds de compensation de chaque membre compensateur conformément à l'article A-603;

« dépôt de garantie » — s'entend, collectivement :

- a) des titres, de la monnaie ainsi que des documents, chèques, biens sous-jacents, biens sous-jacents équivalents, positions acheteur et positions vendeur;
- b) des dépôts exigés ou effectués conformément aux dispositions de la règle A-6, « Dépôts au fonds de compensation », de la règle A-7, « Marges », de la règle B-4, « Livraison et paiement en regard des options levées », de la règle C-5, « Livraison du bien sous-jacent aux contrats à terme », et de la règle D-3, « Livraison physique du bien sous-jacent aux instruments du marché hors cote », notamment les marges, les dépôts de base, les dépôts supplémentaires, les dépôts variables, les récépissés de dépôt, les récépissés d'entiercement, les récépissés de garantie pour contrat à terme, les ~~lettres de crédit, les~~ options de vente et les autres formes de dépôts qui sont acceptés par la Société de temps à autre;
- c) des titres mis en gage ou cédés à la Société par l'intermédiaire d'un dépositaire officiel de titres;

qui sont déposés par le membre compensateur ou en son nom auprès de la Société;

« dépôt variable » — dépôt au fonds de compensation qui peut être requis en sus du dépôt de base conformément à l'article A-603;

« document » — s'entend, ~~à l'exclusion d'un titre :~~

a) ~~_____~~ d'une lettre, d'un billet ou d'un chèque au sens de la Loi sur les lettres de change (Canada) ou un autre écrit attestant d'un droit à un paiement d'argent et qui est du genre de ceux qui sont transférés dans le cours normal des affaires par livraison, dûment endossés ou cédés;

b) ~~_____ d'une lettre de crédit et d'un avis de crédit si la lettre ou l'avis stipule qu'il doit être remis au moment où le paiement est demandé aux termes de celui-ci, à l'exclusion d'un titre;~~

« documents de la CDCC » — les documents, données et renseignements que la Société a créés ou compilés et qu'elle fournit aux membres compensateurs sous toute forme, y compris les logiciels, les marques de commerce, les logos, les noms de domaine, la documentation, les traitements approuvés, les renseignements techniques, les systèmes, le matériel et les réseaux que la Société met à la disposition des membres compensateurs aux fins de l'utilisation des systèmes de compensation et les systèmes de transmission électronique que la Société fournit aux membres compensateurs;

« double option » ou « opération sur double option » — nombre égal d'options d'achat et d'options de vente portant sur le même bien sous-jacent et ayant le même prix de levée et la même date d'échéance;

« écran des échéances » — image-écran électronique mise à la disposition des membres compensateurs relativement à la règle B-3;

« entité » — s'entend, notamment, d'un particulier, d'une société par actions, d'une société de personnes, d'une fiducie et d'une organisation ou d'une association non constituée en société;

« entité du même groupe » — relativement à un membre compensateur, toute entité qui est contrôlée, directement ou indirectement, par le membre compensateur, toute entité qui contrôle, directement ou indirectement, le membre compensateur, et toute entité qui est, directement ou indirectement, sous contrôle commun avec le membre compensateur. Pour les besoins de la présente définition, le « contrôle » d'un membre compensateur ou d'une entité s'entend de la propriété de la majorité des droits de vote du membre compensateur ou de l'entité;

« évaluation à la valeur marchande » — valeur établie par la Société représentant la valeur liquidative d'une opération ou d'un compte détenu par un membre compensateur tel que défini à l'article D-202;

« exigence de livraison nette » — en ce qui a trait à des titres acceptables, la quantité de titres, exprimée sur une base nette, devant être livrée physiquement par un membre compensateur ou à ce dernier auprès d'un dépositaire officiel de titres, conformément à l'alinéa A-801 2) c), et en ce qui a trait à un bien sous-jacent d'un IMHC avec livraison physique autre qu'un titre acceptable, la quantité de ce bien sous-jacent, exprimée sur une base nette, devant être livrée physiquement par un membre compensateur ou à ce dernier auprès d'un agent de livraison, conformément à l'article D-303;

« exigence de paiement net contre livraison » — montant, exprimé sur une base nette, devant être payé contre livraison physique auprès d'un dépositaire officiel de titres par un membre compensateur ou à ce dernier, conformément à l'alinéa A-801 2);

« firme » — membre compensateur agissant pour son propre compte;

« fonction » — mode de traitement des opérations aux fins de compensation par la Société. CDCC peut offrir plus d'une fonction à l'égard de quelque service de compensation;

« fonds de compensation » — fonds établi conformément à la règle A-6, « Dépôts au fonds de compensation »;

« fournisseur de titres » – membre compensateur qui a une obligation nette de livraison à l’égard d’un titre acceptable conformément au paragraphe D-606 3) et à l’alinéa A-801 2) c);

« groupe de classes » — ensemble des contrats d’options et contrats à terme visant le même bien sous-jacent;

« heure d’échéance » — heure à la date d’échéance, fixée par la Société, à laquelle échoit l’option. L’heure d’échéance, à moins de changement subséquent par la Société, est 10 h 00 à la date d’échéance;

« heure de fermeture des bureaux » — heure à laquelle prend fin le jour ouvrable, comme il est mentionné dans le manuel des opérations de la CCDC. L’heure peut, au seul gré de la Société, être modifiée pour qu’il soit tenu compte des jours de négociation écourtés des bourses;

« heure de règlement » — en ce qui a trait à une opération et à un jour ouvrable donné, l’heure de ce jour ouvrable établie par la Société dans le manuel des opérations et, si aucun jour ouvrable n’est précisé, l’heure du jour ouvrable suivant immédiatement le jour de l’opération, la date de calcul ou la date de paiement du coupon, selon le cas, établie par la Société dans le manuel des opérations et à laquelle le règlement des gains et pertes, les primes, toutes les couvertures et tous les autres paiements exigés à l’égard du jour ouvrable, du jour de l’opération, de la date de calcul ou de la date de paiement du coupon doivent avoir été reçus par la Société;

« heure limite de compensation » – relativement à un jour ouvrable et à un membre compensateur, l’heure indiquée dans le manuel des opérations un tel jour ouvrable aux fins d’établir, à l’égard de ce membre compensateur, toutes les obligations nettes de paiement et de livraison qu’a contractées ce membre compensateur ou qui lui sont dues conformément aux présentes règles un tel jour ouvrable;

« instrument dérivé » — signifie un instrument financier dont la valeur est basée sur un bien sous-jacent. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il peut s’agir d’une marchandise ou d’un instrument financier tels une action, une obligation, une devise, un indice boursier ou économique ou de tout autre bien ou actif;

« instrument du marché hors cote » ou « IMHC » — toute opération négociée de façon bilatérale ainsi que toute opération conclue dans tout centre transactionnel reconnu;

« intérêt en cours » ou « position en cours » — position de l’acheteur ou du vendeur d’une option, d’un contrat à terme ou d’un IMHC;

« jour ouvrable » — jour, quel qu’il soit, où les bureaux de la Société sont ouverts pour affaires. Le terme « jour ouvrable » exclut la date d’échéance de toute option qui vient à échéance un samedi;

« limites de risque » — a trait à l’ensemble des limites de gestion du risque imposées par la Société aux activités de compensation des membres compensateurs, telles qu’elles sont mises à jour périodiquement par la Société;

« livraison en bonne et due forme » — dans le cadre des présentes, les biens sous-jacents ne sont réputés avoir été livrés en bonne et due forme qu’au moment où la forme dans laquelle ils ont été livrés constitue une bonne livraison conformément aux conditions du contrat;

« manuel des risques » — le manuel désigné comme tel par la Société et toute annexe du manuel des risques, y compris le manuel de défaut, dans sa version modifiée de temps à autre;

« manuel de défaut » — le manuel désigné comme tel par la Société, dans sa version modifiée de temps à autre;

« manuel des opérations » — le manuel désigné comme tel par la Société, et toute annexe du manuel des opérations, y compris le manuel des risques, dans sa version modifiée de temps à autre;

« marchandise » — tout produit agricole, forestier ou marin, minéral, métal, hydrocarbure, gaz naturel, électricité, devise, pierre précieuse ou autre pierre de joaillerie, et tout bien, article, service, droit ou intérêt, ou classe de ceux-ci, à l’état naturel ou traité;

« marge » — les dépôts requis ou effectués conformément aux dispositions de la règle A-7, « Marges »;

« membre compensateur » — candidat admis à titre de membre compensateur de la Société;

« membre compensateur membre d’un OAR » — membre compensateur établi sur le territoire de vérification de l’Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières;

« membre compensateur non conforme » — a le sens qui est attribué à cette expression par l’article A-1A04;

« membre compensateur soumettant des opérations sur titres à revenu fixe » — a le sens qui est attribué à ce terme à l’article D-601;

« mois de livraison » — mois civil au cours duquel un contrat à terme peut être réglé par la livraison ou la réception du bien sous-jacent;

« monnaie » — monnaie ayant cours légal au Canada ou son équivalent en monnaie ayant cours légal dans tout autre pays faisant partie du groupe G-8;

« montant à maturité » — flux monétaire résultant de l’expiration d’un IMHC;

« montant de règlement » — montant calculé conformément aux présentes règles et devant être payé au membre compensateur livreur au moment de la livraison ou du règlement en espèces du bien sous-jacent à une opération;

« montant de règlement de la levée » — montant que la Société doit payer au membre compensateur qui lève une option de vente ou qui a été assigné sur une option d’achat, sur livraison du bien sous-jacent;

« montant de règlement quotidien net » — montant qui figure dans un relevé (le « sommaire quotidien des règlements »);

« obligation de livraison mobile » – relativement à un membre compensateur qui est un fournisseur de titres, la quantité d'un titre acceptable donné qu'il a omis de livrer à la Société aux termes d'une obligation nette de livraison conformément à l'alinéa A-801 2) c) le jour ouvrable où elle était exigible, laquelle est intégrée dans le calcul de l'obligation nette de livraison du jour ouvrable qui suit (et de l'obligation nette de livraison de chaque jour ouvrable ultérieur) de ce membre compensateur, conformément aux modalités et jusqu'au moment prévus aux termes du paragraphe A-804 1); et relativement à la Société et à un membre compensateur qui est un receveur de titres, la quantité d'un titre acceptable donné que la Société a omis de livrer à ce membre compensateur aux termes d'une obligation nette de livraison conformément à l'alinéa A-801 2) c) le jour ouvrable où elle était exigible (en conséquence directe de l'omission du fournisseur de titres de livrer la totalité ou une partie de ses obligations nettes de livraison à l'égard de ce titre acceptable ce jour ouvrable-là), laquelle est intégrée dans le calcul de l'obligation nette de livraison de la Société du jour ouvrable qui suit (et de l'obligation nette de livraison de chaque jour ouvrable ultérieur) en faveur de ces membres compensateurs, conformément aux modalités et jusqu'au moment prévus aux termes du paragraphe A-804 2);

« obligation de paiement reportée » – relativement à la Société, le montant suivant lequel son obligation nette de paiement en faveur d'un fournisseur de titres a été réduite par suite de l'omission du fournisseur de titres de livrer des titres acceptables le jour ouvrable où ils étaient exigibles et dont le paiement par la Société de cette réduction a été reporté jusqu'à la livraison complète par le fournisseur de titres conformément au paragraphe A-804 1); et relativement à un membre compensateur qui est un receveur de titres, le montant par lequel son obligation nette de paiement en faveur de la Société a été réduite par suite de l'omission de la Société de livrer des titres acceptables le jour ouvrable où ils étaient exigibles et dont le paiement par ce membre compensateur de cette réduction a été reporté jusqu'à la livraison complète par la société conformément au paragraphe A-804 2);

« opération » — tout contrat à terme, option et instrument du marché hors cote déterminé comme acceptable pour compensation par la Société;

« opération boursière » — opération effectuée par l'entremise d'une bourse aux fins suivantes :

- a) l'achat ou la vente d'une option ou la diminution ou la liquidation d'une position acheteur ou vendeur sur une option;
- b) l'achat ou la vente d'un contrat à terme ou la diminution ou la liquidation d'une position acheteur ou vendeur sur un contrat à terme;

« opération sur titres à revenu fixe » — a le sens qui est attribué à ce terme à l'article D-601.

« option » ou « contrat d'option » — contrat qui, à moins d'avis contraire, donne au membre compensateur acheteur le droit d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente) une quantité donnée d'un bien sous-jacent à un prix de levée fixe durant un certain délai et qui oblige le membre compensateur vendeur à vendre (option d'achat) ou à acheter (option de vente) le bien sous-jacent, conformément aux modalités standard énoncées par la bourse sur laquelle le contrat est négocié ou aux modalités que la société détermine acceptable, lequel est compensé par la Société;

« option à parité » — option d'achat ou option de vente dont le prix de levée est égal au cours du marché du bien sous-jacent;

« option américaine » ou « option de style américain » — option qui peut être levée en tout temps à partir du moment de son émission jusqu'à son échéance;

« option en jeu » — option d'achat dont le prix de levée est inférieur, ou option de vente dont le prix de levée est supérieur, au cours du marché du bien sous-jacent;

« option européenne » ou « option de style européen » — option qui ne peut être levée qu'à sa date d'échéance;

« option hors-jeu » — option d'achat dont le prix de levée est supérieur, ou option de vente dont le prix de levée est inférieur, au cours du marché du bien sous-jacent;

« position acheteur » — droit qu'un membre compensateur détient :

- a) soit en qualité de titulaire d'une ou de plusieurs options d'une série d'options;
- b) soit en qualité d'acheteur d'un ou de plusieurs contrats à terme d'une série de contrats à terme;
- c) soit en qualité d'acheteur d'instruments du marché hors cote;

« position assignée » — position d'un membre compensateur dans un compte pour lequel le membre compensateur est désigné comme étant le membre compensateur pour ce compte;

« position levée » — position d'un membre compensateur dans tout compte à l'égard d'options qu'il a levées par rapport à ce compte;

« position mixte » :

- a) soit le cas où un compte-client d'un membre compensateur comporte une position vendeur et une position acheteur sur une même classe d'options;
- b) soit le cas où un compte-client d'un membre compensateur comporte une position acheteur et une position vendeur de contrats à terme;

« position vendeur » — l'obligation contractée par un membre compensateur comme suit :

- a) soit en qualité de vendeur d'une ou de plusieurs options d'une même série d'options;
- b) soit en qualité de vendeur d'un ou de plusieurs contrats à terme d'une même série de contrats à terme;
- c) soit en qualité de vendeur d'un instrument du marché hors cote;

« président » — personne désignée par le Conseil comme chef de la direction et directeur administratif de la Société;

« prime quotidienne nette » — lorsqu'elle s'applique à un compte d'un membre compensateur pour toute heure de règlement, montant net exigible par la Société ou de la Société à l'heure de règlement

relativement à toutes les opérations boursières sur options du membre compensateur portées à ce compte en qualité de membre compensateur acheteur ou de membre compensateur vendeur;

« prix à terme » — le prix extrait de la courbe des cours à terme et utilisé dans le calcul quotidien de l'évaluation à la valeur marchande et dans le processus de calcul de la marge, tel que décrit à l'article D-202;

« prix de levée » — prix fixé par quotité de négociation auquel le bien sous-jacent peut être acheté (dans le cas d'une option d'achat) ou vendu (dans le cas d'une option de vente) au moment de la levée d'une option, parfois désigné par prix d'exercice;

« prix de l'opération » — prix d'un contrat à terme convenu entre les parties au moment où le contrat est négocié en bourse;

« prix de référence » — prix déterminé par la Société conformément à l'article D-201;

« prix de règlement » — prix officiel d'un contrat à terme à la clôture d'une séance de négociation et déterminé conformément aux dispositions de l'article C-301;

« quantité de référence » - taille de l'opération IMHC exprimée directement ou en fonction de la quotité de négociation et du nombre de contrats sous-jacents à l'opération IMHC;

« quotité de négociation » — à l'égard de toute série de contrats à terme et série d'options s'entend du nombre de biens sous-jacents désigné par la Société et la bourse où l'instrument dérivé est négocié comme étant le nombre de biens assujettis à un même contrat de contrat à terme ou d'option;

« rapport d'activité consolidé » — rapport quotidien faisant état de toutes les opérations sur options, contrats à terme et IMHC;

« rapport d'activité consolidé détaillé sur les contrats à terme » — rapport généré quotidiennement par la Société comprenant la position globale de contrats à terme détenue par un membre compensateur et qui indique également le règlement des gains et pertes du membre compensateur pour la journée;

« rapport d'activité consolidé sur les contrats à terme des comptes auxiliaires » – rapport généré quotidiennement par la Société comprenant la position globale détenue par un membre compensateur dans chacun de ses comptes auxiliaires et qui indique également le règlement des gains et pertes relativement à chaque compte auxiliaire pour la journée;

« rapport et questionnaire financiers réglementaires uniformes » — ensemble des documents exigés aux termes des règles applicables de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières;

« récépissé de dépôt » — récépissé dans la forme acceptable par la Société, produit par un dépositaire agréé;

« récépissé de garantie pour contrats à terme » — récépissé, dans la forme acceptable par la Société, produit par un dépositaire agréé;

« récépissé d'entiercement » — récépissé, dans la forme acceptable par la Société, produit par un dépositaire agréé;

« receveur de titres » — membre compensateur envers lequel la Société a une obligation nette de livraison à l'égard d'un titre acceptable conformément au paragraphe D-606 3) et à l'alinéa A-801 2) c);

« registre » — tout registre désigné par la Société qui, aux fins de la compensation de contrats à terme sur unités d'équivalent en dioxyde de carbone (CO₂e) avec règlement physique, a été établi afin d'assurer une comptabilité précise de la détention, du transfert, de l'acquisition, du retour, de l'annulation et du remplacement des unités d'équivalent en dioxyde de carbone (CO₂e);

« règlement des gains et pertes » — règlement, à la Société, des gains et pertes enregistrés sur les positions en cours à l'égard de contrats à terme, conformément aux dispositions de l'article C-302;

« règlements » — règlements de la Société qui peuvent être modifiés de temps à autre;

« règles » ou « présentes règles » — les règles de la Société et le manuel des opérations, tel que ces règles et ce manuel peuvent de temps à autre être modifiés, changés, complétés ou remplacés, en totalité ou en partie;

« relevé quotidien des opérations sur options » — rapport généré par la Société indiquant la prime nette à payer ou à recevoir;

« représentant autorisé » — personne à l'égard de laquelle le membre compensateur a déposé une attestation de compétence conformément à l'article A-202;

« risque résiduel à découvert » — montant de risque déterminé par la Société comme étant à découvert selon le modèle de marge, déterminé en fonction d'une estimation de la perte qui serait encourue par la Société lors d'un test de solidité financière effectué par la simulation d'une situation de stress extrême mais plausible sur le marché. Ce risque résiduel découvert est calculé et attribué aux membres compensateurs par le biais de leur contribution au fonds de compensation;

« série de contrats à terme » — tous les contrats à terme de la même classe portant sur la même quantité d'un bien sous-jacent et ayant le même mois de livraison;

« série d'options » — toutes les options de la même classe, de même type, portant sur la même quantité d'un bien sous-jacent, ayant le même prix de levée et la même date d'échéance;

« Société » ou « CDCC » — Corporation canadienne de compensation de produits dérivés;

« style d'option » — classification d'une option comme étant soit une option américaine, soit une option européenne (les chapitres A et B des présentes règles s'appliquent aux deux styles d'options sauf indication contraire);

« teneur de marché » — personne qui a été autorisée par la bourse sur laquelle elle négocie à effectuer des opérations pour son propre compte ou pour le compte du membre de la bourse ou du non-membre qui l'emploie, ou pour qui elle agit en qualité de mandataire dans les opérations sur options ou sur contrats à terme; la présente définition englobe également un négociateur de contrats à terme, un négociateur d'options, un membre négociateur, un mainteneur de marché et un spécialiste de marché;

« titre » s'entend d'un document :

- a) qui est émis au porteur, à ordre ou sous forme nominative;
- b) du genre de ceux qui sont habituellement négociés sur les bourses ou les marchés, ou qui sont généralement reconnus dans les secteurs où il sont émis ou utilisés comme véhicule de placement;
- c) d'une catégorie ou série ou, selon ses modalités, qui peut être divisé en catégories ou en séries de documents;
- d) qui atteste d'une action, d'une participation ou d'un autre intérêt dans des biens ou dans une entreprise ou qui atteste d'une obligation de l'émetteur;

ce terme vise également un document, qui n'est pas attesté par un certificat, dont l'émission et le transfert sont inscrits dans des registres tenus à cette fin par l'émetteur ou en son nom;

« titre acceptable » — titre que la Société détermine comme acceptable aux fins de compensation d'une opération et dont la liste est mise à jour sur une base bimensuelle par la Société et communiquée par le biais d'un avis aux membres compensateurs;

« traitements approuvés » — tout système visant le traitement des opérations aux fins de compensation par la Société. CDCC peut offrir plus d'un traitement approuvé à l'égard de tout service de compensation;

« transmission de confirmation » — transmission électronique effectuée par un membre compensateur à la Société, confirmant que le relevé d'échéance décrit à l'article B-307 a été accepté;

« types d'instruments acceptables » ou « IMHC acceptables » — instruments du marché hors cote qui sont déterminés comme acceptables pour compensation par la Société;

« type de produit » — attribut d'un IMHC qui décrit les droits et obligations des contreparties qui prennent part à l'opération en ce qui a trait aux flux monétaires;

« type d'option » — option de vente ou option d'achat;

« urgence » — situation découlant de : i) notamment une émeute, une guerre ou des hostilités déclarées entre des nations, des troubles publics, des cas de force majeure, des incendies, des accidents, des grèves, des tremblements de terre, des conflits de travail, l'absence de facilités de transport, l'incapacité d'obtenir des matériaux, l'impossibilité ou le défaut d'obtenir une quantité suffisante d'énergie, de gaz ou de combustible, la défaillance des ordinateurs (attribuable à un problème mécanique ou résultant d'une mauvaise utilisation), le mauvais fonctionnement ou l'indisponibilité d'un système de paiement, d'un système informatique, d'un système de virement télégraphique ou d'un système de transfert d'une banque ou des restrictions applicables à un tel système, et toute autre cause d'incapacité qui est indépendante de la volonté de la Société; ii) toute mesure prise par le Canada, un gouvernement étranger, une province, un État ou une entité ou un gouvernement local, une autorité, un organisme ou une société, et toute bourse, dépositaire officiel de titres, centre transactionnel reconnu, centre d'échange et agent de livraison; iii) la faillite ou l'insolvabilité d'un membre compensateur ou l'imposition d'une injonction ou autre mesure restrictive par un organisme gouvernemental, un tribunal ou un arbitre à l'égard d'un membre compensateur pouvant porter atteinte à la capacité de ce membre compensateur de s'acquitter de ses obligations; iv) toute circonstance dans laquelle le membre compensateur, un dépositaire officiel de titres

ou une autre entité n'a pas exécuté des obligations relatives à des contrats, est insolvable, ou se trouve dans une situation financière ou d'exploitation ou exerce ses activités de telle sorte que cette entité ne puisse continuer de faire affaire sans mettre en jeu la sécurité des éléments d'actif de la Société ou de l'un de ses membres compensateurs; ou v) toute autre circonstance inhabituelle, imprévisible ou défavorable ayant une incidence importante sur les opérations de la Société;

« valeur mobilière » - se rapporte à un titre tel que défini aux présentes;

« vente initiale » — opération boursière ayant pour effet de créer ou d'accroître une position vendeur sur la série de contrats à terme ou d'options qui fait l'objet de l'opération;

« vente liquidative » — opération boursière ayant pour effet de réduire ou de liquider une position acheteur sur la série de contrats à terme ou d'options qui fait l'objet de l'opération;

« y compris » — s'entend, lorsque cette expression est utilisée dans les présentes règles, de l'expression « sans restriction ».

RÈGLE A-4 APPLICATION

Article A-401 Mesures prises contre un membre compensateur non conforme

1) En plus des mesures pouvant être prises par la Société aux termes des règles et de la demande d'adhésion en vue de remédier à un défaut en particulier ou en général d'un membre compensateur, si le membre compensateur est un membre compensateur non conforme, la Société peut prendre l'une ou l'autre des mesures prescrites par les règles à l'égard de ce membre compensateur, notamment les mesures suivantes :

- a) interdire et/ou restreindre l'acceptation et/ou la compensation de toute opération effectuée par ce membre compensateur;
- b) exiger que ce membre compensateur réduise ou liquide (ou liquider pour le compte de ce membre compensateur) les opérations en cours dans les comptes établis par ce membre compensateur auprès de la Société et, dès cette liquidation, convertir toutes les sommes en monnaie canadienne et calculer un montant net (compte tenu des droits de la Société relativement au dépôt de garantie de ce membre compensateur) que la Société doit à ce membre compensateur ou que ce membre compensateur doit à la Société;
- c) exiger que ce membre compensateur transfère à un autre membre compensateur tout compte qu'il a établi auprès de la Société, toute position maintenue dans ce compte ou tout compte qu'il a établi;
- d) affecter le dépôt de garantie (y compris, notamment, ses dépôts en marge et ses dépôts au fonds de compensation) du membre compensateur, sous réserve du paragraphe A-402 3);
- e) imposer des sanctions, des amendes ou des pénalités au membre compensateur et lui adresser des réprimandes;
- f) interdire ou restreindre le droit du membre compensateur de retirer tout excédent en dépôt de garantie au titre de l'article A-607 ou de l'article A-704; et
- g) suspendre le membre compensateur non conforme.

2) Les mesures prévues par les règles à l'égard des membres compensateurs non conformes peuvent être prises dans l'ordre que la Société juge approprié.

Article A-402 Établissement d'un compte de règlement liquidatif

1) Dans le cas où un membre compensateur est suspendu, la Société peut convertir en espèces tous les dépôts de garanties que ce membre compensateur a effectués auprès d'elle (y compris les valeurs mobilières déposées en bloc, mais non les valeurs mobilières confiées en vertu d'un dépôt particulier) y compris tous les dépôts qu'il a effectués au fonds de compensation; ~~cependant, si l'émetteur d'une lettre de crédit déposée par le membre compensateur consent par écrit, à la satisfaction de la Société, à prolonger l'irrévocabilité de son engagement en vertu de la lettre, la Société peut, plutôt que d'exiger le paiement immédiat de la valeur nominale de la lettre de crédit, mais tout en se réservant le droit de le faire, n'exiger que les sommes jugées nécessaires au besoin pour combler les prélèvements à même le compte de~~

~~règlement liquidatif prévu ci-dessous~~. À ces fins, la Société dépose tous ces fonds et tous les autres fonds du membre compensateur suspendu qui sont sous son contrôle dans un compte spécial, désigné comme compte de règlement liquidatif.

2) Malgré les dispositions du paragraphe 1) du présent article A-402, si, en tenant compte de l'importance et du caractère des dépôts de garantie maintenus par un membre compensateur suspendu, de la conjoncture qui prévaut au moment en cause, des incidences possibles d'opérations liquidatives que pourrait demander la Société et de toute autre circonstance jugée pertinente, la Société juge à sa discrétion exclusive que la conversion en espèces de la totalité ou d'une partie des dépôts de garantie du membre compensateur suspendu ne vise pas l'intérêt de la Société, d'autres membres compensateurs ou du grand public, il n'est pas nécessaire que ces dépôts de garantie soient convertis en espèces, pourvu que la décision prise à cet égard conformément au présent paragraphe soit communiquée au Conseil dans les 24 heures.

3) Malgré les dispositions des paragraphes 1) et 2) du présent article A-402, les dépôts de garantie relatifs à un compte-client ne garantissent que les obligations du membre compensateur au titre de ce compte-client, et les dépôts de garantie relatifs à un compte de teneur de marché ne garantissent que les obligations du membre compensateur au titre de ce compte de teneur de marché, étant entendu que si le membre compensateur n'identifie pas auprès de la Société les dépôts relatifs à chacun de ses comptes, la Société utilisera tous les dépôts de garantie du membre compensateur indistinctement comme collatéral garantissant les obligations du membre compensateur au titre de tous ses comptes.

Article A-403 Opérations en instance

1) Les opérations soumises par un membre compensateur après qu'il ait été suspendu sont soit acceptées, soit refusées par la Société conformément aux règlements, règles et politiques de la bourse ou centre transactionnel reconnu où elles ont été traitées et, dans le cas où une opération est rejetée, le membre compensateur doit la liquider conformément aux présentes règles ou aux règlements, règles et politiques de la bourse ou centre transactionnel reconnu qui l'a traitée.

2) Dans le cas des positions en cours et des opérations acceptées :

a) les sommes payables au membre compensateur suspendu en règlement des gains et pertes enregistrés ou d'une évaluation à la valeur marchande dans son compte-client devront être déposées à cette fin par la Société dans un compte de règlement des comptes-clients pour être ensuite remises au membre compensateur suspendu ou à son représentant pour fins de répartition entre ceux qui y ont droit en vertu de la loi applicable;

b) les sommes payables au membre compensateur suspendu en règlement des gains et pertes enregistrés dans les comptes de teneur de marché devront y être retenues jusqu'à liquidation de toutes les positions en cours et opérations dans ces comptes pour être ensuite utilisées conformément aux dispositions de la convention régissant les comptes de teneur de marché;

c) les sommes payables au membre compensateur suspendu en règlement des gains et pertes enregistrés ou d'une évaluation à la valeur marchande dans le compte-firme doivent être créditées par la Société au compte de règlement liquidatif;

- d) les sommes payables à la Société en règlement des gains et pertes ou d'une évaluation à la valeur marchande de n'importe quel compte devront être retirées, par la Société, du compte de règlement liquidatif;
- e) les sommes payables à la Société en montants de règlement pour les règlements non versés demeureront dans le compte de règlement liquidatif à titre de dépôts de garantie jusqu'à la prochaine heure de règlement disponible applicable à l'opération dont les montants de règlement découlent;
- f) les sommes payables au membre compensateur suspendu en montants de règlement pour les règlements non versés demeureront dans le compte de règlement liquidatif à titre de dépôts de garantie jusqu'à la prochaine heure de règlement disponible applicable à l'opération dont les montants de règlement découlent.

Article A-404 Positions en cours

1) Les positions en cours d'un membre compensateur suspendu peuvent, à la discrétion exclusive de la Société, être soit liquidées par la Société, au prix qu'elle juge raisonnable, soit transférées à un autre membre compensateur, soit encore maintenues par la Société. Les montants payables à la Société en règlement des gains et pertes ou d'une évaluation à la valeur marchande par suite de l'exécution d'une opération liquidative effectuée par la Société devront être retirés du compte de règlement liquidatif du membre compensateur suspendu, pour autant que les sommes payables à la Société en règlement des gains et pertes d'un compte de teneur de marché aient d'abord été prélevées sur les fonds disponibles dans le compte et que seul le montant du découvert qui résulte de l'opération soit prélevé sur le compte de règlement liquidatif. Les montants recevables par le membre compensateur suspendu en règlement des gains et pertes ou d'une évaluation à la valeur marchande résultant d'une opération liquidative effectuée par la Société ou le transfert d'une position en cours devront être crédités dans le compte de règlement liquidatif du membre compensateur suspendu. Les clients touchés par une opération liquidative ou un transfert devront en être avisés aussitôt que possible.

2) Dans le cas des options :

- a) les positions acheteur en cours dans un compte-client d'un membre compensateur suspendu doivent être maintenues par la Société. Dans les meilleurs délais, la Société doit faire tous les efforts possibles pour identifier les clients qui ont une position acheteur dans un tel compte, transférer la position acheteur de chacun de ces clients à un autre membre compensateur et les aviser du transfert; dans le cas où, en dépit de ses efforts, la Société ne peut transférer rapidement une position acheteur d'un compte-client d'un membre compensateur suspendu à un autre membre compensateur, elle liquidera cette position acheteur de la manière la mieux ordonnée possible et le produit sera déposé dans le compte de règlement des comptes-clients;
- b) les positions acheteur en cours dans tout compte de teneur de marché d'un membre compensateur suspendu doivent être liquidées par la Société de la manière la mieux ordonnée possible, et le produit de cette opération liquidative doit être maintenu dans le compte jusqu'à liquidation intégrale des positions et des opérations en cours, pour être ensuite utilisé conformément aux dispositions prévues à la convention régissant le compte de teneur de marché;

- c) les positions acheteur en cours dans le compte-firme d'un membre compensateur suspendu doivent être liquidées par la Société de la manière la mieux ordonnée possible et le produit de ces opérations liquidatives doit être crédité par la Société au compte de règlement liquidatif du membre compensateur suspendu;
- d) les positions vendeur en cours dans tout compte du membre compensateur suspendu peuvent, à la discrétion exclusive de la Société, être soit liquidées par elle au prix qu'elle juge raisonnable, soit transférées à un autre membre compensateur, soit encore maintenues. Les sommes payables au membre compensateur suspendu lors du règlement d'achats liquidatifs effectués par la Société doivent être prélevées sur le compte de règlement liquidatif du membre compensateur suspendu, à condition que les sommes qui lui sont payables en règlement des achats liquidatifs dans un compte de teneur de marché aient d'abord été prélevées sur les fonds disponibles du compte et que seul le montant du découvert qui résulte de l'opération soit prélevé sur le compte de règlement liquidatif. Les clients touchés par une opération liquidative ou par le transfert d'une position vendeur, s'ils sont connus de la Société, doivent en être avisés dès que possible.
- 3) Si la Société choisit ou est tenue conformément au présent article A-404 de liquider des positions acheteur et des positions vendeur pour la même série d'options ou de contrats à terme d'un membre compensateur suspendu, elle peut, au lieu de liquider ces positions au moyen d'opérations liquidatives à une bourse, utiliser les unes pour compenser les autres, réduisant du même nombre de contrats d'options ou de contrats à terme les positions vendeur et acheteur en cours du membre compensateur dans cette série. Si la Société liquide des positions pour une série d'options ou de contrats à terme de la manière précitée, elle en avisera le membre compensateur suspendu ou son représentant, et ces positions seront réputées avoir été liquidées à un prix égal au cours de clôture déterminé par la bourse où sont négociées ces séries, à la date où les positions sont compensées.
- 4) Malgré les dispositions du paragraphe 3) du présent article A-404, si, en tenant compte de l'importance et du caractère des positions d'un membre compensateur suspendu, de la conjoncture qui prévaut au moment en cause, des incidences possibles sur le marché d'opérations liquidatives que pourrait ordonner la Société et de toute autre circonstance que celle-ci juge pertinente, la Société, par l'intermédiaire d'un dirigeant ou d'un représentant désigné, juge à son seul gré que la liquidation de la totalité ou d'une partie des opérations du membre compensateur suspendu ne vise pas l'intérêt de la Société, d'autres membres compensateurs ou du grand public, il n'est pas nécessaire de liquider ces positions, pourvu que toute décision prise conformément au présent paragraphe soit communiquée au Conseil dans les 24 heures.
- 5) Dans le cas où la Société, par l'intermédiaire d'un dirigeant ou d'un autre représentant désigné :
- a) juge, que la Société, pour une raison quelconque, ne peut liquider rapidement et de manière ordonnée les opérations ou convertir en espèces les dépôts de garantie d'un membre compensateur suspendu; ou
- b) choisit conformément au paragraphe 4) du présent article A-404 de ne pas liquider ces opérations, ou conformément au paragraphe A-402 2) de ne pas convertir en espèces ces dépôts de garantie, elle peut à l'occasion autoriser, pour le compte de la Société et seulement afin de réduire le risque, pour celle-ci, découlant du maintien constant de ces positions ou de ces dépôts de garantie, des opérations de couverture, y compris l'achat ou la vente de biens sous-jacents ou de biens réputés semblables à ces derniers, ou d'opérations sur les uns ou les autres. La Société

peut déléguer à certains dirigeants ou mandataires de la Société le pouvoir de déterminer, dans les limites, le cas échéant, qu'elle peut prescrire, le caractère de ces opérations de couverture et le moment choisi pour les effectuer. Toute autorisation d'opération de couverture doit être communiquée au Conseil dans les 24 heures, et toute opération semblable effectuée doit être indiquée au Conseil à chaque jour. Les opérations de couverture effectuées pour le compte de la Société conformément au présent paragraphe seront liquidées ou levées rapidement avec l'élimination des positions correspondantes, que ce soit parce qu'elles viennent à échéance, ou par voie de transfert, de liquidation ou d'assignation. Tous les frais, y compris les pertes que subit la Société relativement à des opérations effectuées pour son compte conformément au présent paragraphe, seront débités du compte de règlement liquidatif du membre compensateur suspendu, et tous les gains réalisés lors de ces opérations seront crédités à ce compte; toutefois, l'ensemble des frais et gains reliés à des opérations de couverture dans un compte de teneur de marché ou un compte-client sera débité ou crédité, selon le cas, à ce compte, et seul l'excédent, le cas échéant, de l'ensemble de pareils frais sur les disponibilités de ce compte sera débité du compte de règlement liquidatif. La répartition raisonnable des frais et des gains qu'effectuera la Société entre les comptes afin de donner effet à la disposition précitée liera le membre compensateur et toute personne qui fait une demande en ce sens par l'entremise du membre compensateur ou des successeurs et ayants droit respectifs.

Article A-405 Options levées et avis de livraison

À moins que la Société n'en décide autrement dans un cas particulier, les options levées auxquelles un membre compensateur suspendu est partie ou les contrats à terme qui font l'objet d'un avis de livraison auxquels le membre compensateur suspendu est partie doivent être liquidés selon les procédures prévues aux articles B-404 et B-405, C-510 et C-511, respectivement; cependant, la Société peut décider de ne procéder à aucun achat ou vente d'office, selon le cas, si elle apprend que le bien sous-jacent est en transit ou en voie de transfert. Tout gain ou perte résultant d'un tel achat ou d'une telle vente d'office doit, selon le cas, être porté au débit ou au crédit du compte de règlement liquidatif du membre compensateur suspendu, pour autant que toute perte résultant d'un tel achat ou d'une telle vente d'office dans un compte de teneur de marché ait d'abord été réglé à partir des disponibilités du compte dans la mesure où il y en a, et que seul le montant de tout découvert qui résulte de l'opération soit prélevé sur le compte de règlement liquidatif.

Article A-406 Paiements dus à la Société

Lorsque les positions du membre compensateur suspendu sont liquidées conformément aux dispositions de la présente règle A-4, la Société a le droit de recouvrer sans délai auprès du membre compensateur en cause toute somme qui est payable à la Société conformément aux présentes règles, y compris tous les frais, dont les frais juridiques, qu'elle a engagés, par prélèvement sur le compte de règlement liquidatif de ce membre compensateur auprès de la Société.

Article A-407 Réclamations des membres compensateurs

Toutes les réclamations visant un compte de règlement liquidatif d'un membre compensateur suspendu, faites par d'autres membres compensateurs par suite de pertes subies au moment de la liquidation d'opérations en instance ou de positions en cours, ou au moment de la livraison du bien sous-jacent ou de l'achat ou de la vente d'office d'options levées, conformément à la présente règle A-4, doivent

être soumises à la Société en la forme prévue. Le règlement de ces réclamations s'effectue de la manière suivante :

- 1) Les réclamations pour pertes subies au moment de la liquidation d'opérations en instance conclues avec un membre compensateur suspendu et dont la compensation a été refusée sont subordonnées à toutes les autres réclamations faites à l'égard du compte de règlement liquidatif. La Société peut honorer ces réclamations, dans la mesure où les fonds sont disponibles, en prélevant les sommes en cause sur le compte de règlement liquidatif du membre compensateur suspendu, mais seulement après que toutes les autres réclamations applicables ont été honorées, et ces réclamations ne constituent pas une réclamation à l'égard des contributions des autres membres compensateurs au fonds de compensation;
- 2) Les réclamations pour pertes subies au moment d'un achat ou d'une vente d'office et au moment de la liquidation de positions en cours ont préséance sur toutes les autres réclamations faites à l'égard du compte de règlement liquidatif. Si l'achat ou la vente d'office ou l'opération liquidative n'est pas effectuée avant la fin du jour ouvrable complet suivant immédiatement l'émission de l'avis de suspension, la réclamation qui peut découler de cette opération se limite au montant qui aurait pu être réclamé si l'achat d'office avait eu lieu au prix le plus élevé, ou la vente d'office au prix le plus bas auquel le bien sous-jacent s'est négocié à l'une quelconque des bourses qui le négociait ce jour-là, le premier jour ouvrable complet ou, dans le cas de la liquidation de positions en cours, si les positions avaient été liquidées au plus tard à la clôture du premier jour ouvrable complet.

Article A-408 Absence de renonciation

Aucune omission ni aucun retard de la part de la Société dans l'exercice de ses droits (en totalité ou en partie) aux termes des présentes règles ne constitue une renonciation aux droits ou recours de la Société à cette occasion ou à une occasion ultérieure, pas plus que l'exercice unique ou partiel d'un droit ou recours n'empêche un autre exercice de ce droit ou recours ou encore d'un autre droit ou recours.

RÈGLE A-7 MARGES

Article A-701 Entretien et finalité d'une marge

1) Avant l'heure du règlement, chaque jour ouvrable, chaque membre compensateur est tenu de déposer, auprès de la Société, une marge déterminée par elle à l'égard de :

- a) chaque position acheteur;
- b) chaque position vendeur;
- c) chaque position assignée;
- d) chaque position d'options levée;
- e) chaque position de contrats à terme pour laquelle un avis de livraison a été soumis;

qu'il maintient dans un compte auprès de la Société au début du jour ouvrable en question, y compris chaque position qui résulte d'une opération devant être réglée le jour même, mais à l'exception des positions vendeur sur des options faisant l'objet d'un avis d'assignation pour lesquelles, soit le bien sous-jacent, soit le bien sous-jacent équivalent, tel qu'il est précisé à l'article A-708 de la présente règle, a été déposé auprès la Société. Au moment d'établir si une marge supplémentaire est exigée d'un membre compensateur, la Société doit tenir compte, sous réserve du paragraphe A-704 2), des dépôts de garantie déposés par ce membre compensateur ou en son nom auprès de la Société (et qui n'ont pas été restitués à ce membre compensateur).

2) La Société doit affecter les dépôts de garantie du membre compensateur non conforme (y compris, notamment, ses dépôts au fonds de compensation et ses dépôts en marge), sous réserve du paragraphe 3) du présent article A-701, aux fins suivantes :

- a) exécuter l'obligation du membre compensateur non conforme relativement à toute opération acceptée par la Société ou qui en découle, que l'inexécution de cette obligation soit attribuable ou non au membre compensateur non conforme;
- b) effectuer tout paiement, qui n'a pas été effectué ou que l'on prévoit qu'il ne sera pas effectué, que la Société réclame à un membre compensateur non conforme, que l'inexécution du paiement soit attribuable ou non au membre compensateur non conforme;
- c) compenser les pertes subies ou les frais engagés par la Société ou que celle-ci prévoit subir ou engager par suite de la liquidation de la position du membre compensateur non conforme;
- d) compenser les pertes subies ou les frais engagés par la Société ou que celle-ci prévoit subir ou engager relativement aux obligations du membre compensateur non conforme ayant trait aux options levées ou aux contrats à terme ou aux IMHC pour lesquels un avis de livraison a été soumis et qui n'ont pas encore été réglés, ou à l'occasion d'opérations de couverture effectuées pour le compte de la Société conformément à la règle A-4 à l'égard des positions du membre compensateur non conforme en matière d'options, de contrats à terme et d'IMHC;

- e) effectuer toute opération de protection ou de couverture pour le compte de la Société conformément à la règle A-4 à l'égard des positions du membre compensateur non conforme en matière d'options et de contrats à terme;
- f) toute opération de protection ou de couverture effectuée pour le compte de la Société conformément à la règle A-4 à l'égard des positions du membre compensateur non conforme en matière de tout IMHC;
- g) toute autre fin déterminée par le Conseil.

3) Chaque membre compensateur accorde à la Société et en faveur de celle-ci une charge, un privilège, une sûreté et une hypothèque de premier rang sur tous les dépôts de garantie (y compris, notamment, ses dépôts à titre de marge et ses dépôts au fonds de compensation) que le membre compensateur a déposés auprès de la Société ou qui peuvent de temps à autre être en la possession ou sous le contrôle de la Société, ou en la possession ou sous le contrôle d'une personne agissant au nom de la Société, pour garantir l'exécution par le membre compensateur de toutes ses obligations envers la Société, étant entendu que les dépôts de garantie relatifs à un compte-client ne garantissent que les obligations du membre compensateur au titre de ce compte-client, et que les dépôts de garantie relatifs à un compte de teneur de marché ne garantissent que les obligations du membre compensateur au titre de ce compte de teneur de marché. Malgré ce qui précède, si le membre compensateur n'identifie pas auprès de la Société les dépôts relatifs à chacun de ses comptes, la Société utilisera tous les dépôts de garantie du membre compensateur indistinctement comme collatéral garantissant les obligations du membre compensateur au titre de tous ses comptes. Le membre compensateur signe et remet à la Société les autres documents que la Société peut de temps à autre demander aux fins de confirmer ou de rendre opposable la charge, le privilège, la sûreté et l'hypothèque consentis à la Société par le membre compensateur, étant entendu que l'omission par la Société de demander ces documents ou par le membre compensateur de signer et remettre ces documents ne limite pas l'effet utile de la phrase qui précède.

4) Sans restreindre les droits des parties aux termes du paragraphe 2) du présent article A-701 et de l'article A-704, à la seule appréciation de la Société, tous les biens que le membre compensateur a déposés auprès d'elle à titre de dépôt de garantie (y compris, notamment, ses dépôts à titre de marge et ses dépôts au fonds de compensation) peuvent être mis en gage, être mis en gage de nouveau, hypothéqués, hypothéqués de nouveau ou transférés par la Société en tant que garantie ou dans le cadre des obligations que la Société a contractées envers quiconque. La Société est réputée continuer de détenir tout dépôt de garantie déposé auprès d'elle, indépendamment du fait qu'elle ait exercé ou non ses droits aux termes du présent paragraphe.

Article A-702 Règle régissant la marge discrétionnaire

La marge qu'un membre compensateur est tenu de déposer auprès de la Société conformément à la présente règle A-7, peut, en tout temps ou à l'occasion, et sans préavis, être modifiée par la Société, si elle juge cette modification nécessaire ou souhaitable pour sa propre protection, celle de ses membres compensateurs ou celle du public.

Article A-703 Relevé quotidien des marges

1) À chaque jour ouvrable, la Société doit remettre à chacun de ses membres compensateurs un relevé (le « relevé quotidien des marges ») relatif à chacun des comptes que détient le membre

compensateur dans la Société. Ce relevé doit indiquer le montant de la marge à déposer auprès de la Société pour les positions du membre compensateur. Tous les appels de marge doivent être satisfaits avant l'heure du règlement, chaque jour ouvrable, malgré toute erreur que le relevé peut comporter.

2) Si, pour une raison quelconque, le membre compensateur n'a pas reçu son relevé quotidien des marges, il lui incombe de s'enquérir auprès de la Société du montant de la marge qu'il doit déposer auprès d'elle de manière à respecter la marge obligatoire avant l'heure du règlement, chaque jour ouvrable.

Article A-704 Retraits de marge

1) Sous réserve du paragraphe 2) du présent article A-704, si, un jour donné, la marge déposée par le membre compensateur auprès de celle-ci est d'un montant supérieur à la marge que doit déposer le membre compensateur ce jour-là conformément à la présente règle A-7, comme le démontre un relevé (le « relevé des dépôts-retraits de marge ») ce jour-là, la Société doit autoriser le retrait de l'excédent, sur présentation par le membre compensateur, dans les heures limites précisées par celle-ci, d'une demande de retrait de la manière prescrite par la Société, dans la mesure où le membre compensateur fournit à la Société un préavis suffisant de cette demande de retrait de la façon indiquée dans le manuel des opérations.

2) Si un membre compensateur a une marge excédentaire déposée relativement à un compte-firme, la Société a le droit d'employer cet excédent (ou une partie de celui-ci) comme il est nécessaire pour respecter les obligations de marge à l'égard d'un compte-client et d'un compte de teneur de marché. Si un membre compensateur a une marge excédentaire déposée relativement à un compte-client ou à un compte de teneur de marché, il n'a pas le droit d'employer cet excédent (ou une partie de celui-ci) pour respecter les obligations de marge à l'égard d'un compte-firme. Malgré ce qui précède, si le membre compensateur n'identifie pas auprès de la Société les dépôts relatifs à chacun de ses comptes, la Société emploiera toute marge déposée par le membre compensateur indistinctement pour respecter ses obligations de marge à l'égard de tous ses comptes.

Article A-705 Appels de marge au cours d'une même journée

1) La Société peut exiger d'un membre compensateur le dépôt d'une marge supplémentaire dans un ou plusieurs comptes du membre compensateur, en tout temps au cours de tout jour ouvrable, selon qu'elle juge, à son seul gré, cette démarche nécessaire ou souhaitable à la lumière de changements survenus ce jour-là dans le cours du marché d'un bien sous-jacent, ou en raison de changements dans la situation financière du membre compensateur, ou en vue de se protéger ou de protéger ses membres compensateurs ou le grand public.

2) Sous réserve du paragraphe A-704 2), si un membre compensateur a une marge excédentaire en dépôt auprès de la Société, celle-ci aura le droit, si elle estime qu'une marge supplémentaire est nécessaire, d'affecter immédiatement cette portion de l'excédent à la marge supplémentaire qui est nécessaire pour remplir les exigences de marge excédentaire; elle en avisera alors le membre compensateur dès que possible. En cas d'absence de marge excédentaire en dépôt, la Société avisera le membre compensateur du montant de marge supplémentaire requis. Cette marge supplémentaire sera réputée exigible dès que le membre compensateur en aura reçu avis et ce membre compensateur la déposera dans l'heure qui suit l'avis en question ou à l'intérieur d'un délai plus long que la Société aura autorisé. Un crédit est inscrit sur un relevé (le « sommaire quotidien des règlements ») le jour ouvrable suivant à l'égard de tous les dépôts de marge supplémentaires.

Article A-706 Calcul de la marge

La Société utilise le SPAN® pour son système de calcul de la marge fondé sur le risque, système qui analyse les positions sur options et les positions sur contrats à terme détenues dans chaque compte de chaque membre compensateur. Le système établit une valeur liquidative pour chaque compte et calcule une marge suffisante pour couvrir les coûts prévisionnels de la Société dans le cas où une liquidation deviendrait nécessaire. Les positions compensatrices sont prises en compte, et la Société peut réduire la marge si cette réduction est jugée prudente.

La Société utilise un système privé de calcul de la marge pour déterminer la marge qui s'applique aux opérations sur IMHC qui lui sont présentées à des fins de compensation. Les composantes de la marge pour toutes opérations sur IMHC sont les suivantes :

- a) montants de règlement qui demeurent à payer;
- b) évaluation à la valeur marchande des positions en cours au sein de chaque compte;
- c) valeur de liquidation de chaque compte évaluée selon le pire des cas;

La Société tient compte des compensations de marge dans le processus de calcul de la marge et, lorsqu'elle le juge prudent, la Société peut réduire les exigences de marge pour certains comptes.

La Société donne à ses membres compensateurs, sur demande, des renseignements sur le mode de calcul des marges.

Article A-707 Marge exigible pour des positions mixtes d'options dans un compte-client

1) Lorsqu'un membre compensateur maintient une position mixte sur options dans son compte-client, il peut porter ce fait à l'attention de la Société dans le but de réduire la marge exigée pour la position qui est détenue dans ce compte, en déposant un rapport (le « rapport de positions mixtes sur options ») auprès d'elle.

2) Chaque membre compensateur doit tenir un registre pour chaque position mixte maintenue dans un de ses comptes-clients, où figurent l'identité du client, la signalisation du compte-client dans lequel la position mixte est établie, de même que la description des positions acheteur et des positions vendeur qui constituent la position mixte.

3) Chaque jour ouvrable, avant l'heure fixée par la Société, les membres compensateurs, de la manière prescrite par la Société, doivent informer la Société de la quantité et de la composition de toute addition ou soustraction aux positions mixtes établies pour chacun de leurs clients.

4) Aucun membre compensateur ne doit informer la Société d'une position mixte dans un compte, ni permettre qu'elle demeure inscrite aux registres de la Société, à moins qu'il n'ait en même temps, dans le compte-client en cause, des positions acheteur et vendeur en cours à l'égard d'un même nombre d'options appartenant à la même classe d'options, et que la marge devant être déposée par ce client en rapport avec ces positions ait été réduite en conséquence. Le dépôt par le membre compensateur d'un rapport de positions mixtes sur options doit témoigner auprès de la Société du bien-fondé de ce dépôt et du fait qu'il répond aux exigences qui précèdent et qu'il est conforme à l'ensemble des lois et règlements applicables.

5) Si un compte-client auprès de la Société comporte des positions mixtes signalées pour une série d'options pour lesquelles la Société a reçu un avis et que le total des positions acheteur de cette série est réduit en vertu du dépôt d'un avis de levée ou de l'exécution d'une opération liquidative à ce compte, la Société doit également réduire la position mixte dans ce compte. Si le membre compensateur désire que la réduction soit appliquée de façon différente, il doit en avertir la Société en lui transmettant ses instructions en ce sens.

Article A-708 Bien sous-jacent et bien sous-jacent équivalent

Les membres compensateurs, conformément aux dispositions de cet article, NE sont PAS tenus d'effectuer un dépôt de garantie à l'égard des positions vendeur sur des contrats à terme ou des options pour lesquels ils ont déposé le bien sous-jacent ou le bien sous-jacent équivalent, tels qu'ils sont définis ci-dessous.

1) Dans le cas d'**OPTIONS D'ACHAT**, le bien sous-jacent ou le bien sous-jacent équivalent signifie ce qui suit :

- a) Options sur actions — la valeur sous-jacente ou toute valeur mobilière échangeable contre la valeur sous-jacente ou convertible en une telle valeur, sans condition autre que le versement numéraire, est acceptable pourvu que ni la valeur mobilière ni le droit de l'échanger ou de la convertir n'arrive à échéance pendant la durée de l'option. Lorsque la conversion est conditionnelle à un versement numéraire, celui-ci doit être déposé auprès de la Société en même temps que la valeur mobilière convertible. Cette disposition s'applique aux bons de souscription, aux droits de souscription et aux valeurs mobilières convertibles.

Dans le cas d'une division d'actions, le membre compensateur peut faire un dépôt en vertu des présentes en déposant des certificats de la valeur sous-jacente et en soumettant à la Société une lettre d'engagement, signée par lui, en la forme prescrite par la Société. Chaque dépôt sera réputé existant aussi longtemps que les certificats sont en dépôt et que la lettre d'engagement dûment signée, complète et en vigueur est aux mains de la Société.

- b) Options sur obligations — les obligations du gouvernement du Canada (à l'exception des obligations d'épargne du Canada) qui :
 - i) soit constituent l'obligation sous-jacente,
 - ii) soit sont déterminées comme acceptables par la Société.

INTERPRÉTATION ET POLITIQUE

Une liste des obligations acceptables sera publiée occasionnellement. Les obligations acceptables pour les dépôts de marge relatifs aux séries d'options sur obligations seront normalement les obligations qui :

- i) comportent un coupon ayant un taux plus élevé;
- ii) ont une valeur nominale globale à l'échéance d'au moins 1 000 000 000 \$;
- iii) se négocient à une prime de 5 \$ supérieure à celle des obligations sous-jacentes;
et

- iv) arrivent à échéance au plus tôt deux ans avant les obligations sous-jacentes.
 - c) Options sur l'argent — les certificats sur l'argent émis par des organisations autorisées à cette fin par la Société.
 - d) Options réglées en espèces —

les titres gouvernementaux tels qu'il sont précisés dans l'article A-709 ci-après, dont la valeur est équivalente à la valeur courante totale (qui, aux fins d'application du présent article, a la signification qui lui est attribuée à l'article B-1001, selon le contexte) de l'option à la fermeture de la bourse, le jour ouvrable précédant le dépôt;

si la valeur des titres du gouvernement déposés pour chaque contrat s'inscrit à un niveau inférieur à la valeur courante totale un jour ouvrable quelconque, la Société peut procéder à un appel de dépôt additionnel ou de marge.
 - e) Options sur produits du marché monétaire à court terme venant à échéance dans un an ou moins —le bien sous-jacent ou d'autres produits acceptés par la Société.
 - f) Options sur contrats à terme — les obligations du gouvernement du Canada (sauf les obligations d'épargne du Canada) qui :
 - i) soit constituent l'obligation sous-jacente,
 - ii) soit sont déterminées comme acceptables par la Société.
 - g) Options sur l'or — les certificats sur l'or émis par des organismes autorisés à cette fin par la Société.
- 2) Dans le cas d'**OPTIONS DE VENTE**, le bien sous-jacent ou le bien sous-jacent équivalent signifie :
- a) des espèces;
 - b) les titres gouvernementaux précisés dans l'article A-709 ci-après;
 - c) une lettre de garantie couvrant les options de vente, une lettre de garantie en la forme prescrite par la Société, délivrée par un dépositaire agréé. Cette lettre stipule qu'elle est déposée afin de servir de garantie à des positions d'options de vente dans un compte-client et qu'elle ne doit pas servir de garantie pour un autre compte maintenu par ce membre compensateur.

INTERPRÉTATION ET POLITIQUE

La Société n'acceptera qu'une lettre de garantie couvrant des options de vente délivrée par une banque ou une société de fiducie qui est dépositaire agréé et qui satisfait aux exigences de la Bourse de Montréal Inc., occasionnellement modifiées, en tant qu'« institution agréée » ou « contrepartie agréée ».

Dans le cas des **CONTRATS À TERME**, le membre compensateur peut déposer un bien sous-jacent ou un bien sous-jacent équivalent qui serait considéré de bonne livraison sur les contrats à terme

correspondants. Pour ce qui est des contrats à terme donnant lieu à un règlement en espèces, la Société peut imposer à l'occasion et à sa seule appréciation, des exigences de marge sur le bien sous-jacent ou le bien sous-jacent équivalent, suivant ce que la Société détermine.

Pour les **CONTRATS À TERME**, le bien sous-jacent ou le bien sous-jacent équivalent s'entend du bien lui-même, lequel est déterminé comme acceptable par la Société.

Article A-709 Formes de garantie

Les garanties requises peuvent être déposées auprès de la Société, sous réserve de l'article A-212, sous une ou plusieurs des formes suivantes :

- 1) **Espèces** — Les membres compensateurs peuvent déposer un montant en espèces par voie d'un transfert de fonds irrévocable, un chèque certifié ou une traite bancaire tiré sur une banque agréée et payable à l'ordre de la Société, ou tous autres fonds jugés acceptables par la Société. Les fonds ainsi déposés peuvent, au besoin, être placés, en tout ou en partie, par la Société pour son propre compte et, dans la mesure où ils ne sont pas ainsi placés, ils doivent être déposés au crédit de la Société auprès des établissements financiers choisis par le Conseil. Les intérêts ou les gains respectivement courus ou reçus par suite du placement de ces fonds appartiennent à la Société. Sous réserve du paragraphe A-701 4), la Société ne doit pas utiliser ces fonds comme fonds de roulement.
- 2) **Titres gouvernementaux** — Les membres compensateurs peuvent déposer, de la façon prévue ci-dessous, certains titres gouvernementaux désignés par la Société, qui sont librement négociables et auxquels on attribuera une valeur à un taux actualisé, telle qu'établie par la Société à l'occasion conformément au manuel des opérations, par rapport à leur valeur au marché pour ce qui est des titres gouvernementaux. Ce taux d'évaluation sera appliqué à la valeur au marché des titres en cause. La Société détermine à la fin de chaque jour ouvrable la « valeur au marché », telle qu'elle est utilisée dans le présent paragraphe, en se référant à un ou plusieurs services de transmission de données auxquels elle a fait appel à cette fin. Si la valeur au marché doit être déterminée un jour autre qu'un jour ouvrable et que le service de transmission de données ne communique pas de valeur au marché pour ce jour-là, on utilisera la valeur au marché au jour ouvrable qui précède immédiatement ce jour. Si aucune valeur au marché n'est généralement disponible pour tout titre gouvernemental accepté par le gouvernement sous forme de garantie, ces titres seront évalués à un montant déterminé par la Société.

Les titres gouvernementaux sont réputés avoir été déposés auprès de la Société au moment de l'acceptation, par la Société, de ceux-ci à titre de garantie ou du récépissé de dépôt ou du récépissé de garantie pour contrats à terme délivré par le dépositaire agréé relativement aux titres gouvernementaux. Tous les intérêts ou gains respectivement courus ou reçus sur ces titres gouvernementaux avant leur vente ou négociation appartiennent au membre compensateur qui en a effectué le dépôt et ces intérêts seront payés à ce membre compensateur qui a effectué le dépôt par l'émetteur pertinent.

Les titres gouvernementaux doivent être déposés par le membre compensateur, chez un dépositaire agréé, en vertu d'accords :

- a) permettant à la Société de vendre ces titres ou d'en ordonner la vente sans délai et sans avis préalable, pour le compte du membre compensateur; et
 - b) selon lesquels le membre compensateur doit payer tous les frais et débours relatifs à la propriété ou à la vente de ces titres et à l'entente conclue avec le dépositaire agréé.
- 3) ~~Lettres de crédit— Les membres compensateurs peuvent déposer auprès de la Société des lettres de crédit délivrées par des banques ou autres organisations agréées à cette fin par la Société. Ces lettres de crédit:~~
- a) ~~doivent provenir d'une banque ou autre organisation agréée par la Société qui n'a pas fourni plus de 50% du capital du membre compensateur;~~
 - b) ~~ne doivent pas être utilisées pour satisfaire simultanément aux exigences de marge des comptes-clients et comptes-firmes; pour ce faire, des lettres de crédit indépendantes doivent être déposées auprès de la Société;~~
 - c) ~~doivent comprendre l'engagement sans réserve de la part de l'émetteur de payer à la Société, sur demande, une somme précisée, à n'importe quel moment avant l'échéance de la lettre de crédit;~~
 - d) ~~viennent à échéance à 15 h 00, heure de l'est le premier jour du mois de mars ou du mois de septembre où les banques sont ouvertes au public;~~
 - e) ~~ne sont révocables que sur avis écrit de l'émetteur en ce sens, transmis par poste recommandée à la Société au moins deux jours ouvrables complets avant la date fixée pour la révocation.~~

INTERPRÉTATION ET POLITIQUE

~~La Société acceptera les lettres de crédit émises par les banques canadiennes dont les fonds propres atteignent au moins 50 millions de dollars, ou par les sociétés coopératives de crédit centrales ou caisses populaires locales dûment autorisées dont les fonds propres atteignent plus de 100 millions de dollars. La somme des lettres de crédit émises et des acceptations bancaires acceptées par un établissement financier, au nom de tous les membres compensateurs, ne doit pas représenter plus de 10 % des fonds propres de cet établissement.~~

- 4) ~~Acceptations bancaires— Les membres compensateurs peuvent déposer auprès de la Société des acceptations bancaires qui sont acceptées par les banques reconnues par la Société comme étant des émetteurs de lettres de crédit. Ces acceptations bancaires :~~
- a) ~~doivent être évaluées à un taux exprimé sous forme de pourcentage établi par la Société à l'occasion conformément au manuel des opérations. Ce taux d'évaluation sera appliqué à la valeur nominale des acceptations bancaires en cause;~~
 - b) ~~doivent provenir d'une banque ou autre organisation agréée par la Société qui n'a pas fourni plus de 50 % du capital du membre compensateur;~~
 - c) ~~ne doivent pas être utilisées pour satisfaire simultanément aux exigences de marge des comptes-clients et comptes-firmes; pour ce faire, des acceptations bancaires indépendantes doivent être déposées auprès de la Société.~~

INTERPRÉTATION ET POLITIQUE

~~La Société acceptera des acceptations bancaires reconnues par des banques canadiennes dont les fonds propres s'élèvent à au moins 50 millions de dollars. La somme des lettres de crédit émises et des acceptations bancaires reconnues par un établissement financier, au nom de tous les membres compensateurs, ne doit pas représenter plus de 10 % des fonds propres de cet établissement.~~

~~5)~~ Titres pouvant être nantis

- a) En plus du bien sous-jacent ou du bien sous-jacent équivalent qui peut être déposé conformément à l'article A-708 de la présente règle, les membres compensateurs peuvent déposer n'importe quel titre de participation inscrit à la cote d'une bourse canadienne dûment reconnue (un tel titre étant appelé « titre pouvant être nanti »), ~~autre qu'un titre de créance~~, pour satisfaire la marge obligatoire totale. Cette garantie est réputée déposée auprès de la Société soit au moment de l'acceptation par la Société de ce titre, d'un récépissé du dépositaire agréé ou de l'avis reçu du dépositaire agréé sur l'inscription dans ses livres d'une position dans le titre conservé distinctement au nom de la Société.
 - b) Aucune valeur ne sera attribuée à un titre pouvant être nanti pour chacun des jours où le prix à la fermeture, ou, si le titre n'a pas été transigé à la bourse applicable, le prix à la fermeture le jour précédent, est inférieur à 10 \$ à ~~une~~ la bourse applicable.
 - c) Les titres pouvant être nantis ainsi déposés seront évalués quotidiennement selon leur valeur au marché et 50 % de cette valeur pourra être utilisée pour satisfaire la marge obligatoire totale de tous les comptes combinés.
 - d) Un maximum de 10 % ~~du total~~ de la marge obligatoire totale pour tous les comptes combinés peut être couvert par un titre pouvant être nanti.
 - ~~e)~~ Pour chaque membre compensateur, un maximum de 15 % de la marge obligatoire totale pour tous ses comptes combinés peut être couvert par des titres pouvant être nantis.
 - ~~f)~~ Aucune valeur ne sera attribuée à des titres pouvant être nantis déposés par un membre compensateur si ces titres pouvant être nantis sont émis par une entité du même groupe que ce membre compensateur.
- ~~64)~~ **Autres formes de dépôt de garantie.** La Société peut de temps à autre accepter d'autres formes de dépôt de garantie, tel qu'elle le décide à sa seule discrétion. La Société peut cesser en tout temps d'accepter une forme de dépôt substitut qu'elle acceptait auparavant. Le cas échéant, la Société doit aviser tous les membres compensateurs qui doivent sans délai substituer les dépôts réfutés par d'autres formes de dépôt acceptées par la Société.

Article A-710 Appel quotidien de marge de capitalisation

La Société fera le suivi des exigences de marge du membre compensateur en fonction de leur rapport avec son capital. Dans le cas où le ratio des exigences de marge sur le capital excède 100 %, un montant supplémentaire de marge équivalent au montant qui excède le ratio de 100 % sera exigé du membre compensateur sous la forme de marge acceptable en vertu de l'article A-709.

RÈGLE C-3 RÈGLEMENT

Article C-301 Prix de règlement

Le prix de règlement de chaque série de contrats à terme pour chaque journée est celui déterminé par la bourse où le contrat à terme se négocie en fonction des cours de clôture des séries ce jour-là et lorsqu'il n'y a pas de clôture ce jour-là, le prix de règlement sera basé sur la moyenne des cours acheteur et vendeur à la clôture pour cette série ce jour-là et sur toute autre information que la bourse juge pertinente.

Article C-302 Règlement des gains et des pertes

- 1) Le gain ou la perte sur une position sur contrats à terme qui a été établie un jour ouvrable donné consistera en la différence entre le prix de l'opération et le prix de règlement de cette série de contrats à terme ce jour-là.
- 2) Le gain ou la perte sur une position sur contrats à terme qui a été établie et liquidée un jour ouvrable donné consistera en la différence de prix entre les deux opérations.
- 3) Le gain ou la perte sur une position sur contrats à terme qui a été établie un jour ouvrable antérieur consistera en la différence entre le prix de règlement de cette série de contrats à terme le jour ouvrable précédent et le prix de règlement de cette série de contrats à terme le jour ouvrable antérieur en cause.

Article C-303 Appel anticipé de fonds pour règlement des pertes

Si la situation du marché ou la fluctuation des cours sont telles que la Société le juge à propos, elle peut faire appel à tout membre compensateur qui, à son avis, est concerné, pour qu'il effectue auprès d'elle, au moment qu'elle fixera, le dépôt d'un chèque certifié ou le virement bancaire ou télégraphique ~~d'une lettre de crédit (à l'ordre de la Société, en une forme et d'un émetteur jugés acceptables par la Société)~~, d'un montant qu'elle juge nécessaire pour couvrir ces pertes. Ce montant est porté au crédit du membre compensateur le jour ouvrable suivant.

TABLE DES MATIÈRES

SECTIONS :

PRÉAMBULE ET DÉFINITIONS	SECTION 1
DÉLAIS	SECTION 2
RAPPORTS	SECTION 3
TRAITEMENT DES OPÉRATIONS	SECTION 4
POSITIONS EN COURS	SECTION 5
LEVÉES, SOUMISSIONS, ASSIGNATIONS ET LIVRAISONS	SECTION 6
RÈGLEMENT	SECTION 7
TRAITEMENT DE MARGE SUPPLÉMENTAIRE	SECTION 8
FRAIS DE COMPENSATION	SECTION 9

ANNEXES :

I- MANUEL DES RISQUES	ANNEXE A
<i>I.1- MANUEL DE DÉFAUT</i>	<i>APPENDICE 1</i>
II – CONVENTIONS DE DÉPÔT	ANNEXE B

- ~~— Copie des conventions que la CDCC accepte~~
 - ~~➤ Convention de dépôt~~
 - ~~➤ convention de dépôt en garde~~
 - ~~➤ Convention de récépissé d'entierement~~
 - ~~➤ Convention de récépissé de garantie pour contrats à terme~~
 - ~~➤ Convention de dépositaire entre la CDCC et un établissement financier~~
- ~~— Lettres —~~
 - ~~➤ Lettre de garantie couvrant les options d'achat~~
 - ~~➤ Lettre de garantie couvrant les options de vente~~
 - ~~➤ Récépissé de garantie pour contrats à terme~~
 - ~~➤ Lettre de garantie~~

ANNEXE A MANUEL DES RISQUES

Les cinq scénarios de tension que la CDCC utilise actuellement sont : le lundi noir (1987), la bulle technologique (2000), le crash du marché obligataire (1994) et la défaillance de la Russie (1998) et la faillite de Lehman's Brothers (2008). La CDCC vérifie régulièrement s'il est pertinent ajouter d'autres scénarios de tension aux scénarios existants.

La procédure d'évaluation de la taille du fonds de compensation et des contributions de chaque membre compensateur se fait à la fin du mois comme suit :

- Application des variations historiques des scénarios de tension afin de déterminer le plus grand déficit enregistré par les membres compensateurs;
- Simulation pour déterminer le facteur de tension qui sera appliqué au début du mois prochain; et
- Calcul et vérification de l'adéquation de la taille du fonds de compensation par rapport à la plus grande perte enregistrée sous un scénario de tension.

La première étape consiste à calculer, à la fin du mois, les intervalles de marge des principaux instruments dérivés.

La deuxième étape consiste à choisir un facteur de tension¹ selon le niveau des intervalles de marge en vigueur et des facteurs de tension choisis lors du mois précédent. Le facteur de tension choisi sera utilisé pour calculer les marges de tension. Une fois la marge de tension simulée calculée, la valeur du risque résiduel à découvert permettra de déterminer la taille du fonds de compensation selon la formule susmentionnée et de vérifier si cette taille est suffisante pour couvrir les plus grands déficits (plus grandes pertes – marge requise déposée) enregistrés sous chacun des scénarios de tension.

Le facteur de tension² sera ajusté en fonction des résultats de la simulation. Le facteur de tension est révisé généralement chaque mois et dépend notamment des positions des membres compensateurs (profil de risque de chacun) qui varient chaque jour et des intervalles de marge (conditions de marché) qui varient généralement chaque mois.

Après avoir choisi et fixé le facteur de tension le premier jour ouvrable du mois, la troisième étape consiste à suivre et à contrôler l'évolution de la taille du fonds de compensation tout au long du mois. Ce suivi sert essentiellement à s'assurer du bon choix du facteur de tension qui a été fixé en début de mois.

Dans le but d'éviter que le risque résiduel à découvert soit négatif ou nul, le facteur de tension que la CDCC utilisera pour déterminer la taille du fonds de compensation ne prend généralement pas des valeurs inférieures à 1, ce qui implique que le risque résiduel à découvert ne sera jamais négatif

4. FORMES DE GARANTIE

- Les formes de garanties qui peuvent être déposées auprès de la CDCC sont prévues à l'article A-709 des règles.

Les différentes formes de garanties sont évaluées en tenant compte de leur perte potentielle advenant la nécessité d'une liquidation. Par conséquent, la valeur de l'actif déposé en garantie est évaluée à escompte par rapport à sa valeur au marché. Cet escompte, communément appelé marge de sécurité ou décote, s'applique aux titres pouvant être nantis, et aux titres gouvernementaux ~~et aux acceptations bancaires~~, tel que prévu à l'article A-709 des règles.

¹ Le facteur de tension prend généralement la valeur de 1.5, 2, 2.5 ou 3.

² L'ajustement du facteur de tension se fait généralement par intervalle de 50 %.

ANNEXE A MANUEL DES RISQUES

Pour les fins de l'application des dispositions de l'article A-709 des règles, la CDCC procède comme suit :

Espèces

Les montants en espèces ne sont acceptés qu'en dollars canadiens.

Lettres de crédit et acceptations bancaires

~~La CDCC évalue et ajuste la valeur maximale des lettres de crédit et acceptations bancaires d'une façon régulière. Elle publie, à cet effet, une liste des institutions financières agréées avec la valeur maximale que la CDCC acceptera de la part de chacune des institutions financières de même que de la part de tous ses membres compensateurs.~~

~~La CDCC exige aussi qu'un format particulier soit utilisé pour que ces lettres de crédit et acceptations bancaires soient acceptées par elle, tel que présenté en Annexe 2 du manuel des opérations.~~

Titres gouvernementaux

La CDCC accepte les obligations du gouvernement du Canada et des États-Unis, en plus des obligations de certaines provinces canadiennes dans le cadre des dépôts en garantie. Pour chaque émission préalablement acceptée, une limite de concentration égale au minimum entre 250 millions et 10 % du total de l'émission en circulation s'applique à chacun des membres compensateurs. L'acceptation des émissions est conditionnelle à la disponibilité d'un prix provenant d'une source que la CDCC détermine comme étant acceptable et fiable. Les titres gouvernementaux acceptés en garantie sont revus par la CDCC sur une base régulière.

Calcul des marges de sécurité pour les titres gouvernementaux

Le calcul des marges de sécurité se base sur la méthodologie et les hypothèses suivantes :

- L'évaluation des risques de marché, de crédit, de liquidité et de taux de change sur la base des rendements quotidiens historiques;
- L'intervalle confiance de plus de 99 % obtenu en utilisant 3 écart-types et l'hypothèse que l'obligation peut être liquidée à un prix raisonnable en N jours (N sera déterminé selon le type de produits et les conditions de marché qui prévalent);
- Le risque de liquidité évalué à partir de l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur des émissions (si cet écart n'est pas disponible, la fenêtre de liquidation sera augmentée et dépendra des conditions de marché); et
- Les obligations du même émetteur ayant des échéances comparables³.

Une fois l'analyse quantitative effectuée, la CDCC se réserve le droit de majorer les marges de sécurité en fonction de critères qualitatifs tels que :

- L'analyse comparative des marges de sécurité de la CDCC par rapport aux marges de sécurité de la Banque du Canada;
- L'analyse comparative des marges de sécurité de la CDCC par rapport aux marges de sécurité des autres chambres de compensation;

³ La CDCC classe les obligations d'un émetteur en fonction de leurs échéances. Toutes les obligations classifiées dans la même catégorie ont une « échéance similaire » et partageront la même marge de sécurité. Ceci inclut les obligations canadiennes à rendement réel et les obligations américaines indexées à l'inflation.

APPENDICE 1 MANUEL DE DÉFAUT

- La Société peut restreindre les transactions du membre compensateur suspendu et des participants approuvés du membre compensateur s'il y a lieu. Toutefois, la Société pourra accepter de la part du participant approuvé des transactions si ce dernier peut exécuter celles-ci avec un autre membre compensateur en règle de la Société;
 - La Société peut saisir les dépôts de garantie du membre compensateur et les positions seront transférées au compte de règlement liquidatif. La Société peut, à sa discrétion, envoyer uniquement les positions nettes dans le compte de règlement liquidatif;
 - La Société peut convertir les dépôts de garantie du membre compensateur suspendu en espèces afin de couvrir toute perte ou montant dû par le membre compensateur défaillant ou suspendu. L'ordre de liquidation de ces dépôts est mentionné à la fin de ce manuel;
 - La Société peut liquider, transférer ou maintenir les positions du membre compensateur, selon les conditions du marché. La liquidation des positions peut se faire directement sur le marché ou parmi les offres reçues des membres compensateurs, préalablement contactés par la Société, auront transmises à la Société relatives aux portefeuilles à liquider;
 - Pour les positions de ses clients;
 - Les positions clients vont être transférées à un membre compensateur non défaillant et les clients en seront avisés en vertu du paragraphe A-404 2);
 - La Société doit pouvoir avoir le choix de fermer les positions ou de les maintenir selon les conditions de marché, le risque associé à ses positions et l'impact sur le marché de fermer les positions;
 - Si elle décide de fermer les positions, la Société peut, pour réduire le nombre de contrats longs et/ou courts, exécuter des transactions de clôture sur ces transactions. La Société peut aussi juger convenable de maintenir les positions, de les couvrir ou de les fermer à un prix qu'elle juge raisonnable;
 - La Société doit honorer les transactions dans les situations mentionnées et dans les cas plus précis où une position est assignée et/ou est sujette à une livraison.
- Pour tout transfert ou liquidation réalisés par la Société, les clients doivent être avisés le plus tôt possible.
- Imposer des sanctions, des amendes ou des pénalités au membre compensateur.

La Société doit reporter au Conseil sur une base quotidienne les opérations réalisées pour le membre compensateur.

Tel que mentionné auparavant la Société a accès à un compte de liquidation si nécessaire. Le compte de liquidation est utilisé afin d'effectuer le transfert, la fermeture ou la couverture des positions.

- En premier lieu, l'article A-402 précise que les dépôts de garanties seront convertis en espèces et maintenus dans le compte liquidatif;
- ~~La Société entamera le processus de conversion en espèces des lettres de crédit;~~
- La Société liquidera les actifs détenus par le membre compensateur suspendu dans le fonds de compensation;
- Si nécessaire, la Société devra faire appel aux contributions au fonds de compensation des autres membres compensateurs non défaillants;
- Si nécessaire, la Société devra faire appel à une deuxième contribution au fonds de compensation des autres membres compensateurs non défaillants;
- Enfin, la Société a accès à une facilité de crédit pouvant couvrir les pertes résultantes.

Pour les actions décrites ci-dessus et dans l'optique d'une gestion efficace du processus de défaut, la Société peut juger que la conversion en espèces n'est pas dans le meilleur intérêt de la Société.

ANNEXE B CONVENTIONS DE DÉPÔT

~~Copie des conventions que la Société accepte~~

~~ENTENTES RELATIVES À LA DÉTENTION DE TITRES PAR UN DÉPOSITAIRE AGRÉÉ PAR LA CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS~~

La Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la « CDCC ») cautionne les options et contrats à terme négociés à la Bourse de Montréal Inc. Pour veiller à ce que la CDCC soit en mesure de respecter ses obligations, la CDCC exige de ses membres compensateurs qu'ils fassent des dépôts à un fonds de compensation et à un fonds de garantie. Les membres compensateurs et les investisseurs sont autorisés à remettre un bien sous-jacent ou un bien sous-jacent équivalent auprès d'un dépositaire agréé par la CDCC pour autant que ces titres soient détenus à l'ordre de la CDCC.

Les membres compensateurs qui souhaitent déposer des titres acceptables peuvent le faire en déposant les titres auprès d'un dépositaire agréé, lequel délivrera alors un récépissé de dépôt à l'ordre de la CDCC.

Les établissements financiers et les investisseurs qui souhaitent vendre des options peuvent, pour autant qu'ils soient en mesure de déposer le bien sous-jacent auprès d'un dépositaire agréé, le faire par voie d'entiercement.

Pour devenir un dépositaire agréé, un établissement financier doit présenter une demande à la CDCC. L'établissement convient de respecter les conditions que prescrit la Société. La CDCC considère l'ensemble des bureaux et succursales d'un établissement agréé comme des dépositaires agréés, quoique l'établissement puisse imposer des restrictions à ses propres bureaux et succursales.

Les établissements financiers suivants peuvent demander à être reconnus en tant que dépositaire agréé :

- a) une banque régie par la *Loi sur les banques* (Canada) ou par la *Loi sur les banques d'épargnes du Québec* (Canada), qui dispose d'un capital libéré minimum et d'un excédent totalisant 25 000 000 \$, et à l'égard de laquelle on peut obtenir les derniers états financiers vérifiés;
- b) une société de fiducie soumise à une législation du Canada ou de toute province canadienne semblable à la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* (Ontario) ou à la *Loi des compagnies de fidéicommiss* (Québec), qui dispose d'un capital libéré minimum et d'un excédent totalisant 25 000 000 \$, et à l'égard de laquelle on peut obtenir les derniers états financiers vérifiés;
- c) la Société ou l'une de ses filiales;
- d) les dépositaires de valeurs;
- e) tout autre établissement que le conseil peut, à sa discrétion, agréer à l'occasion, pourvu qu'en aucun cas un établissement ne soit agréé si l'ensemble de son capital libéré et de son excédent est inférieur à 25 000 000 \$ et si sa charte ne lui confère pas les pouvoirs voulus ou si elle n'a pas certains autres documents constitutifs requis pour agir à titre de fiduciaire, ou encore si l'on ne peut obtenir les derniers états financiers la visant.

Les membres compensateurs peuvent conclure une convention de dépôt en garde, dans une forme approuvée par la Société, avec un dépositaire agréé pour la garde de titres. Ces conventions peuvent inclure les conditions énoncées dans l'exemple ci-joint. La CDCC n'exige pas de copie des conventions de dépôt en garde.

Les conventions de récépissé d'entiercement sont signées entre des dépositaires et des établissements et des investisseurs. Ces conventions doivent comporter les conditions énoncées dans l'exemple ci-joint. La CDCC n'exige pas de copie des conventions de récépissé d'entiercement.

ANNEXE B CONVENTIONS DE DÉPÔT

Ni les récépissés de dépôt ni les récépissés d'entiercement n'exigent la signature de membres compensateurs ou d'investisseurs. Ces récépissés exigent uniquement la signature autorisée du dépositaire agréé.

Pour aider les établissements financiers à bien comprendre le système de dépôt, ils trouveront ci-joint les documents suivants :

- [1. Convention de dépôt en garde entre maison de courtage et dépositaire agréé](#)
- [2. Convention de récépissé d'entiercement](#)
- [3. Convention de récépissé de garantie pour contrats à terme](#)
- [4. Convention de dépositaire entre la CDCC et un établissement financier](#)
- [5. Lettre de garantie couvrant les options d'achat](#)
- [6. Lettre de garantie couvrant les options de vente](#)
- [7. Récépissé de garantie pour contrats à terme](#)

- ~~1.Extrait des règles de la CDCC se rattachant au système de dépôt et servant de guide à l'utilisation des documents suivants.~~
- ~~2.Convention de dépôt en garde et récépissé.~~
- ~~3.Convention de récépissé d'entiercement et récépissé.~~
- ~~4.Lettres de garantie couvrant les options d'achat.~~
- ~~5.Lettres de garantie couvrant les options de vente.~~
- ~~6.Convention de récépissé de garantie pour contrats à terme et récépissé.~~
- ~~7.—Lettre de crédit.~~
- ~~8.Forme suggérée de la lettre d'entente entre l'établissement financier et la CDCC.~~

**ANNEXE B
CONVENTIONS DE DÉPÔT**

**CONVENTION DE DÉPÔT EN GARDE
ENTRE MAISON DE COURTAGE ET DÉPOSITAIRE AGRÉÉ**

Le _____ 20 ____

(nom et adresse de l'établissement destinataire)
(ci-après appelé le « dépositaire ») convient avec _____
(ci-après appelé le « membre compensateur ») _____ (membre compensateur déposant)
de garder en dépôt au nom du membre compensateur mais à l'ordre de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (ci-après appelée la « Société ») et suivant les conditions énoncées aux présentes, tous les titres livrés de temps à autre au dépositaire par le membre compensateur aux fins des présentes.

1. Le dépositaire émettra et livrera au membre des récépissés de dépôt pour ses titres essentiellement sous la forme convenue de temps à autre entre la Société et le dépositaire.
2. Dès la remise au dépositaire de la copie originale du récépissé de dépôt, le dépositaire livrera les titres visés par ce récépissé conformément aux instructions écrites de la Société endossées sur cette copie originale ou jointe à celle-ci.
3. Le dépositaire convient de fournir une confirmation écrite des titres détenus en dépôt en garde à la Société et/ou au membre compensateur dès que la Société en fait la demande.
4. La responsabilité du dépositaire à l'égard des titres se limite à faire preuve du même degré de diligence qu'à l'égard des propres titres du dépositaire déposés au même endroit.
5. En contrepartie de ses services, le dépositaire aura droit à une rémunération du membre compensateur des montants qui peuvent être convenus de temps à autre.
6. La présente convention peut être résiliée par l'une des parties sur avis écrit de 30 jours donné à l'autre partie, étant entendu que les titres que détient le dépositaire à l'expiration de ce délai de 30 jours ne doivent être libérés qu'en conformité avec les instructions écrites de la Société.
7. Pour les besoins des clauses 2 et 6 ci-dessus et à toutes autres fins relativement à la présente convention, le dépositaire aura le droit de répondre et de se conformer à des directives écrites signées ou censées signées au nom de la Société par l'un de ses signataires autorisé nommé dans toute liste de signataires autorisé que la Société fournit au dépositaire à tout moment ou de temps à autre.

Le dépositaire ne sera aucunement tenu de vérifier l'authenticité ou la validité d'une signature censée être celle d'un signataire autorisé de la Société et le dépositaire n'aura aucune responsabilité advenant que cette signature soit falsifiée ou non autorisée ou advenant que les directives écrites signées ou censées signées au nom de la Société soient par ailleurs invalides ou sans effet.

8. Le membre compensateur reconnaît que le dépositaire a convenu avec la Société de veiller à ce que tous les titres que le membre compensateur dépose respectent les règles générales de négociabilité par livraison. Le membre compensateur déclare et garantit que tous les titres qu'il dépose auprès du dépositaire respecteront à tous égards ces règles générales de négociabilité et le membre compensateur convient d'indemniser le dépositaire et de le tenir à couvert de toute réclamation, action, demande, perte ou dépense qui peut être faite contre le dépositaire ou subie ou engagée par le dépositaire dans le cas où des titres que le membre compensateur dépose ne respectent pas ces règles générales de négociabilité par livraison.

**ANNEXE B
CONVENTIONS DE DÉPÔT**

CONVENU

CONVENU

(Membre compensateur déposant)

(Dépositaire)

Par _____
(Signataire autorisé)

Par _____
(Signataire autorisé)

Par _____
(Signataire autorisé)

Par _____
(Signataire autorisé)

(La Société n'exige aucune copie de la présente convention.)

**ANNEXE B
CONVENTIONS DE DÉPÔT**

CONVENTION DE RÉCÉPISSÉ D'ENTIERCEMENT

Le _____ 20 ____

Compte tenu du fait que des options peuvent être vendues par _____ (ci-après appelé le « déposant »), _____ (ci-après le « dépositaire ») convient avec le déposant de détenir au nom du déposant mais à l'ordre de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (ci-après appelée la « Société ») et suivant les conditions énoncées aux présentes, tous les titres que le déposant livre de temps à autre au dépositaire aux fins des présentes :

1. Le dépositaire convient d'agir en qualité de gardien et il émettra et livrera, conformément aux instructions du déposant, des récépissés d'entiercement pour ces titres essentiellement sous la forme convenue de temps à autre entre la Société et le dépositaire.
2. Le dépositaire détiendra les titres jusqu'à la survenance de l'un ou l'autre des événements suivants :
 - a) L'assignation au courtier au nom du déposant d'un avis de levée lorsque l'option a été levée ou la remise d'un ordre de livraison au dépositaire par la Société à tout moment pendant qu'elle détient le récépissé d'entiercement. Dans l'un ou l'autre de ces cas, le dépositaire livrera les titres visés par le récépissé d'entiercement à la Société ou suivant les directives de cette dernière, contre paiement intégral au dépositaire, pour le compte du déposant, du prix de levée global net moins toutes les commissions ou autres frais applicables et rajusté pour tout dividende autre qu'en espèce, toute distribution d'action, toute division d'action, tout placement de droit, toute réorganisation ou tout reclassement ou tout autre événement semblable, conformément aux modalités de l'option ou de l'ordre de livraison et aux règlements et règles de la Société ou de la bourse où les options sont négociées.
 - b) La résiliation du récépissé d'entiercement comme l'indique la restitution du récépissé d'entiercement au dépositaire. Dans ce cas, le dépositaire s'engage à livrer les titres au déposant ou à un mandataire désigné, sans frais.
3. Le dépositaire convient de donner une confirmation écrite des titres détenus à la Société et/ou au courtier dès que la Société en fait la demande et sous la forme que cette dernière indique.
4. La responsabilité du dépositaire à l'égard des titres se limite à faire preuve du même degré de diligence qu'à l'égard des propres titres du dépositaire déposés au même endroit.
5. En contrepartie de ses services, le dépositaire aura droit à une rémunération du déposant des montants qui peuvent être convenus de temps à autre.
6. La présente convention peut être résiliée par l'une des parties sur avis écrit de 30 jours donné à l'autre partie, étant entendu que les titres que détient le dépositaire à l'expiration de ce délai de 30 jours ne doivent être libérés qu'en conformité avec les conditions des présentes.

ACCEPTÉ

ACCEPTÉ

(Déposant)

(Dépositaire)

Par _____
(Signataire autorisé)

Par _____
(Signataire autorisé)

Par _____
(Signataire autorisé)

Par _____
(Signataire autorisé)

(La Société n'exige aucune copie de la présente convention.)

**ANNEXE B
CONVENTIONS DE DÉPÔT**

CONVENTION DE RÉCÉPISSÉ DE GARANTIE POUR CONTRATS À TERME

Le _____ 20 ____

Attendu que des contrats à terme négociés en bourse que cautionne la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (ci-après appelée la « Société ») peuvent être négociés par _____

(ci-après appelé le « déposant ») et

attendu qu'afin de faciliter cette négociation, le déposant a demandé à _____

(ci-après appelé le « dépositaire »)

de conclure la présente convention, par conséquent, compte tenu de ce qui précède et moyennant une autre contrepartie de valeur (dont il est par les présentes accusé réception en en reconnaissant le caractère suffisant), le dépositaire convient par les présentes avec le déposant de ce qui suit :

1. Détenir au nom du déposant, mais à l'ordre de la Société et suivant les conditions générales énoncées ci-après, tous les titres que le déposant livre de temps à autre au dépositaire aux fins des présentes.
2. Le dépositaire convient d'agir en qualité de gardien et il émettra et livrera, conformément aux instructions du déposant, des récépissés de garantie pour contrat à terme pour ces titres.
3. Dès la remise au dépositaire de la copie originale du récépissé de garantie pour contrats à terme, le dépositaire livrera les titres visés par ce récépissé conformément aux instructions écrites de la Société endossées sur cette copie originale ou jointe à celle-ci.
4. Le déposant convient avec le dépositaire que les titres demeurent en garde jusqu'à la restitution au dépositaire du récépissé de garantie pour contrats à terme original ou d'une quittance signée par la Société.
5. Le récépissé de garantie pour contrats à terme doit strictement revêtir la forme que la Société approuve de temps à autre, sans aucune déviation.
6. Le dépositaire convient de donner une confirmation écrite des titres détenus à la Société et/ou au courtier dès que la Société en fait la demande et sous la forme que cette dernière indique.
7. La responsabilité du dépositaire à l'égard des titres se limite à faire preuve du même degré de diligence qu'à l'égard des propres titres du dépositaire déposés au même endroit.
8. En contrepartie de ses services, le dépositaire aura droit à une rémunération du déposant des montants qui peuvent être convenus de temps à autre.
9. La présente convention peut être résiliée par l'une des parties sur avis écrit de 30 jours donné à l'autre partie, étant entendu que les titres que détient le dépositaire à l'expiration de ce délai de 30 jours ne doivent être libérés qu'en conformité avec les conditions des présentes.

ACCEPTÉ

ACCEPTÉ

(Déposant)

(Dépositaire)

Par _____
(Signataire autorisé)

Par _____
(Signataire autorisé)

Par _____
(Signataire autorisé)

Par _____
(Signataire autorisé)

(La Société n'exige aucune copie de la présente convention.)

**ANNEXE B
CONVENTIONS DE DÉPÔT**

CONVENTION DE DÉPOSITAIRE ENTRE LA CDCC et un établissement financier

(EN-TÊTE DE LETTRE DU DÉPOSITAIRE)

CONVENTION DE DÉPOSITAIRE – ENTRE la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés et un établissement financier

Corporation canadienne de compensation de produits dérivés
65, rue Queen Ouest, bureau 700
Toronto (Ontario) M5H 2M5

Messieurs,

Nous demandons à être reconnus en tant que dépositaire agréé afin de détenir à votre ordre des titres déposés par vos membres compensateurs et par des investisseurs institutionnels ou particuliers relativement à des options et à des contrats à terme négociés en bourse qui sont émis par la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés.

En contrepartie de votre approbation, le présent établissement convient de fournir des services de dépôt en garde aux conditions suivantes :

1. Détenir en dépôt en garde à votre ordre, au nom de vos membres compensateurs, d'investisseurs institutionnels ou particuliers, des titres sur lesquels des options ont été émises. Ces titres sont appelés « titres sous-jacents ».
2. Détenir en dépôt en garde à votre ordre, au nom de vos membres compensateurs, d'investisseurs institutionnels ou particuliers, d'autres titres que des titres sous-jacents que vous approuvez comme étant admissibles aux fins de la garantie ou aux fins du fonds de compensation.
3. Émettre des récépissés de dépôt sous la forme que vous approuvez à l'égard des titres déposés par des membres compensateurs et émettre des récépissés d'entiercement en la forme que vous approuvez à l'égard des titres déposés par des investisseurs institutionnels et particuliers. Le contenu d'aucun de ces récépissés ne peut être modifié.
4. Signer une convention de dépôt en garde avec des membres compensateurs déposant des titres à votre ordre. Cette convention de dépôt en garde devant renfermer au moins toutes les conditions stipulées dans la convention de dépôt en garde que vous avez approuvée.
5. Signer une convention d'entiercement avec des investisseurs institutionnels et particuliers déposant des titres à votre ordre. Cette convention d'entiercement doit renfermer au moins toutes les conditions stipulées dans la convention d'entiercement que vous avez approuvée.
6. Détenir en dépôt en garde au nom des investisseurs, mais à l'ordre de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés, les titres déposés dans le cadre d'opérations sur les marchés des contrats à terme canadiens.
7. Signer une convention de récépissé de garantie pour contrats à terme sous la forme que la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés a approuvée avec tous les investisseurs qui souhaitent déposer des titres dans le cadre d'opérations sur les marchés des contrats à terme canadiens.
8. Émettre des récépissés de garantie pour contrats à terme sous la forme que vous avez approuvée dès réception des titres déposés par des investisseurs dans le cadre d'opérations sur les marchés des contrats à

ANNEXE B CONVENTIONS DE DÉPÔT

terme canadiens. Le contenu de ces récépissés ne peut être modifié ni complété d'aucune façon sans le consentement écrit du président de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés.

9. Émettre les lettres de garantie couvrant les options de vente que vous avez approuvées conformément aux règles de la CDCC.
10. Émettre les lettres de garantie spéciales que vous avez approuvées conformément aux règles de la CDCC.
11. a) Libérer des titres déposés aux termes d'une convention de dépôt en garde uniquement avec l'approbation écrite d'un signataire autorisé de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés et conformément à vos instructions.
b) Libérer des titres déposés aux termes d'une convention d'entiercement auprès de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés dès réception de directives écrites d'un signataire autorisé de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés conformément aux modalités de la convention d'entiercement ou libérer les titres auprès du déposant dès la restitution du récépissé d'entiercement au dépositaire.
c) Libérer des titres déposés aux termes d'une convention de récépissé de garantie pour contrats à terme uniquement avec l'approbation écrite d'un signataire autorisé de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés et en stricte conformité avec vos directives écrites.
12. Veiller à ce que tous les titres déposés en garde respectent les règles générales de négociabilité pour la livraison.
13. Recevoir la rémunération de nos services auprès des membres compensateurs, des investisseurs institutionnels et particuliers, comme convenu avec ces derniers de temps à autre.
14. La présente convention peut être résiliée par l'une des parties sur réception d'un avis écrit de 30 jours par l'autre partie. Dans ce cas, les titres que nous détenons seront traités conformément à vos instructions.
- ~~15. De plus, le présent établissement émettra au nom de vos membres compensateurs des lettres de crédit qui respectent les règles de la CDCC. Le contenu de ces lettres de crédit ne peut être modifié.~~

~~16.15.~~ Nous convenons d'honorer tout récépissé de dépôt, récépissé d'entiercement, récépissé de garantie pour contrats à terme ou toute lettre de garantie ~~ou lettre de crédit~~ approuvée émise par un bureau ou une succursale du présent établissement.

Agréez, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

(Nom et titre)

ANNEXE B CONVENTIONS DE DÉPÔT

LETTRES

LETTRÉ DE GARANTIE COUVRANT LES OPTIONS D'ACHAT (DESTINÉE AU COURTIER DU VENDEUR D'OPTIONS D'ACHAT)

DATE

Messieurs,

Nous confirmons que [CLIENT] nous a donné comme instruction de vous payer la somme de [● \$] en fonds canadiens sur remise de [NOMBRE D' ACTIONS] que vous avez achetées en son nom.

Étant donné que ces actions ne sont pas facilement disponibles, votre client nous a donné comme instruction de détenir la somme susmentionnée à votre ordre sous réserve des conditions suivantes.

Compte tenu du fait que vous avez vendu une option d'achat au nom de votre client sur les actions de [NOM DU TITRE], nous convenons de détenir la somme susmentionnée à votre ordre pendant au plus un mois civil ou jusqu'à la survenance de l'un ou l'autre des événements suivants :

- i) L'émission par nous et à votre ordre d'un récépissé d'entiercement sur livraison de ces actions en remplacement de la présente lettre de garantie, laquelle devient alors nulle et sans effet et nous est restituée;
- ii) L'assignation qui vous est faite au nom de votre client d'un avis de levée dès que l'option d'achat a été levée ou, aux termes de ses règles et règlements, la remise par la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la « Société ») d'un ordre qui nous est donné de payer ces fonds à tout moment à la Société pendant la période au cours de laquelle elle détient la présente lettre de garantie;
- iii) La confirmation qui nous est faite par la Société que l'obligation a pris fin en raison de l'achat liquidatif d'une option d'achat;
- iv) L'échéance de l'option d'achat;
et d'agir en tant que dépositaire pour cette somme.

Si l'option est appelée (levée) ou l'ordre de livraison de la Société est donné avant que nous soient livrées ces actions, nous convenons de plus de livrer à la Société, ou suivant ses directives, la somme susmentionnée contre le paiement intégral qui nous est fait pour le compte de votre client du prix de levée global net moins toutes les commissions et autres frais applicables. Vous, le courtier, serez tenu de fournir à la Société la différence entre cette somme et le prix du marché alors courant des titres sous-jacents et de faire un rajustement pour tout dividende autre qu'en espèce, toute distribution d'action, toute division d'action, tout placement de droit, tout placement, toute réorganisation ou tout reclassement ou tout autre événement semblable conformément aux modalités de l'appel ou de l'ordre de livraison et aux règlements et règles de la Société ou de la bourse où l'option a été négociée.

Si l'option d'achat expire sans avoir été appelée ou si la Société nous informe que l'obligation a pris fin en raison de l'achat liquidatif d'une option d'achat équivalente, nous nous engageons à livrer cette somme, si nous ne l'avons pas déjà livrée aux termes du paragraphe qui précède, à votre client ou à son mandataire désigné, sans frais, sur réception de la présente lettre de garantie, laquelle aura alors expirée et sera sans autre effet.

Agréez, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

**ANNEXE B
CONVENTIONS DE DÉPÔT**

LETTRE DE GARANTIE COUVRANT LES OPTIONS DE VENTE

**En-tête de lettre du dépositaire agréé
(Succursale et adresse)**

Dest. : COURTIER DU VENDEUR DE L'OPTION DE VENTE et CORPORATION CANADIENNE DE
COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS

Messieurs,

OBJET : Client _____ Prix de levée _____
Date d'échéance _____ Titres sous-jacents _____
Nombre d'actions _____ Prix de levée global _____
Membre compensateur _____

Nous avons été informés que le client a vendu une option de vente venant à échéance à la date d'échéance aux termes de laquelle il peut être tenu d'accepter la livraison par la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CDCC) du titre sous-jacent au prix de levée global à tout moment après la date des présentes jusqu'à la date d'échéance inclusivement.

Nous attestons que la CDCC nous a autorisé à émettre des récépissés d'entiercement et qu'afin de respecter les exigences de Bourse de Montréal Inc., par les présentes :

(Rayez lequel des alinéas a) ou b) ne s'applique pas)

- a) Nous attestons que nous détenons en dépôt et continuerons de détenir en dépôt comme il est prévu ci-après une somme en espèces correspondant au prix de levée global et nous cautionnons inconditionnellement et irrévocablement le paiement de cette somme, comme il est prévu ci-après, à la CDCC sur livraison qui nous est faite par la CDCC du titre sous-jacent; ou
- b) Nous cautionnons inconditionnellement et irrévocablement le paiement à la CDCC, comme il est prévu ci-après, du prix de levée global sur livraison qui nous est faite par la CDCC du titre sous-jacent, indépendamment du prix du marché du titre sous-jacent au moment de la livraison.

Relativement à ce qui précède, nous reconnaissons et convenons que nous effectuerons le paiement en tant que caution sur livraison du titre sous-jacent à l'option de la CDCC à la condition que toute demande de paiement par la CDCC soit faite par écrit et que nous la recevions au plus tard à 15 h, heure locale, le dixième jour ouvrable après la date d'échéance, heure à laquelle la présente garantie sera nulle et sans effet.

La présente lettre est déposée pour servir de garantie pour des positions sur option de vente dans un compte tenu par le membre compensateur pour le compte d'options de vente du client. La présente lettre ne constitue pas une garantie pour un autre compte tenu par le membre compensateur.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées

Signataire autorisé

**ANNEXE B
CONVENTIONS DE DÉPÔT**

RÉCÉPISSÉ DE GARANTIE POUR CONTRATS À TERME

DEST. : Corporation canadienne de compensation de produits dérivés
65, rue Queen Ouest, bureau 700
Toronto (Ontario) M5H 2M5

Le dépositaire agréé soussigné accuse par les présentes réception de :

(Nom du déposant)

des titres suivants qui doivent être gardés en dépôt à votre ordre conformément aux conditions générales de la convention de récépissé de garantie pour contrats à terme existant entre le déposant et le dépositaire.

Description complète du titre :

Valeur nominale :

(Date)

(Dépositaire)

(Signataire autorisé)

AU DÉPOSITAIRE SUSMENTIONNÉ :

Veillez libérer, sans frais, les titres décrits plus haut
au déposant suivant les directives données dans la
lettre ci-jointe.

(TIMBRE DE LIBÉRATION DE LA
CDCC)

Nota : Chaque récépissé de garantie pour contrats à terme peut couvrir UN TITRE SEULEMENT.

**ANNEXE B
CONVENTIONS DE DÉPÔT**

~~LETTRE DE CRÉDIT ÉMISE PAR UNE BANQUE AGRÉÉE~~

~~Corporation canadienne de compensation de produits dérivés
Toronto, Montréal~~

~~Lettre de crédit révoicable N°
(Nom du membre compensateur)~~

~~Messieurs,~~

~~Suivant les dispositions prises avec notre client, [Nom du membre compensateur], nous établissons par les présentes une lettre de crédit révoicable en votre faveur d'un montant total de [DOLLARS — en lettres et en chiffres] sur laquelle vous pouvez faire des prélèvements dans la mesure nécessaire pour couvrir la garantie qui vous est due par [Nom du membre compensateur] à l'égard d'opérations aux termes de ses modalités d'adhésion à votre société.~~

~~Les prélèvements aux termes de la présente lettre de crédit doivent revêtir la forme d'une demande écrite de paiement par la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés et devraient mentionner le numéro de lettre de crédit indiqué en rubrique.~~

~~La présente lettre de crédit viendra à échéance à 15 h, heure de l'Est, le * mars 20●●, ou le * septembre 20●●* mais elle peut être révoquée à tout moment avant son échéance, au seul gré de la banque, sur avis écrit de deux jours ouvrables complets donnés à la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés et à [Nom du membre compensateur].~~

~~Agréez, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées,~~

~~(Nom et titre)~~

~~* Toutes les lettres de crédit doivent venir à échéance le premier jour ouvrable bancaire de mars ou de septembre pour faciliter le contrôle des échéances.~~